



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.4/2001/L.11/Add.7  
25 avril 2001

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-septième session  
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-SEPTIÈME SESSION**

Projet de rapport de la Commission

Rapporteur : M. Imtiaz HUSSAIN

**TABLE DES MATIÈRES\***

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
II. Résolutions et décisions adoptées par la Commission à sa cinquante-septième session	
A. <u>Résolutions</u>	
2001/67. Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme .....	
2001/68. Question de la peine de mort .....	
2001/69. Promotion du droit des peuples à la paix .....	
2001/70. Impunité .....	

---

\* Le document E/CN.4/2001/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2001/L.11 et ses additifs.

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)ChapitrePage

2001/71.	Droits de l'homme et bioéthique .....
2001/72.	Le rôle d'une bonne gestion des affaires publiques dans la promotion des droits de l'homme .....
2001/73.	Droits de l'homme et solidarité internationale .....
2001/74.	Enlèvement d'enfants du nord de l'Ouganda .....
2001/75.	Droits de l'enfant .....
2001/76.	Répartition géographique équitable dans la composition des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme .....
2001/77.	Coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique .....
2001/78.	Composition du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme .....
2001/79.	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme .....
2001/80.	Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme .....
2001/81.	Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme .....
2001/82.	Situation des droits de l'homme au Cambodge .....

**2001/67. Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Considérant* que l'Organisation des Nations Unies a notamment pour but de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, de prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix dans le monde et de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

*Rappelant* sa résolution 2000/70 du 26 avril 2000 relative au renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme et la résolution 54/181 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1999, de même que la résolution 54/113 de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1999, sur l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations,

*Réaffirmant* sa volonté de promouvoir et d'instaurer entre les États Membres une coopération internationale authentique dans le domaine des droits de l'homme, comme le prévoient la Charte des Nations Unies, en particulier le paragraphe 3 de l'Article 1, et les dispositions pertinentes de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

*Soulignant* que la pleine réalisation des objectifs des Nations Unies, notamment la défense et la protection efficaces de tous les droits de l'homme, passe par le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme,

*Réaffirmant* que le dialogue entre les religions, les cultures et les civilisations, notamment dans le domaine des droits de l'homme, pourrait grandement contribuer au renforcement de la coopération internationale en la matière,

*Soulignant* qu'il faut s'attacher davantage à promouvoir et favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales grâce, en particulier, à la coopération internationale,

*Insistant* sur le fait que la compréhension mutuelle, le dialogue, la coopération, la transparence et les mesures de confiance sont des éléments importants dans toutes les activités visant à assurer la défense et la protection des droits de l'homme,

*Rappelant* la résolution 2000/22 du 18 août 2000 intitulée "Promotion du dialogue sur les questions relatives aux droits de l'homme" adoptée par la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session et notant que la Sous-Commission poursuivra à sa cinquante-troisième session l'examen de la question relative au dialogue entre les civilisations,

1. *Réaffirme* que l'Organisation des Nations Unies a pour but en particulier et tous les États Membres pour devoir de promouvoir et favoriser le respect et la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales grâce, notamment, à la coopération internationale;
2. *Estime* que la coopération internationale dans ce domaine, réalisée en conformité avec les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et avec le droit international, devrait contribuer de façon efficace et concrète à la tâche pressante consistant à prévenir les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'égard de tous;
3. *Réaffirme* que la défense, la protection et la pleine réalisation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales doivent s'inspirer des principes d'universalité, de non-sélectivité, d'objectivité et de transparence, selon une démarche conforme aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies;
4. *Demande* aux États Membres, aux institutions spécialisées et aux organisations intergouvernementales de continuer à mener un dialogue constructif et des consultations en vue de faire mieux comprendre tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, de les défendre et de les protéger plus efficacement, et encourage les organisations non gouvernementales à participer activement à cet effort;
5. *Invite* les États et tous les mécanismes et dispositifs mis en place par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme à continuer d'insister sur l'importance du rôle que la coopération mutuelle, la compréhension et le dialogue jouent dans la défense et la protection de tous les droits de l'homme;

6. *Se félicite* de la décision prise par l'Assemblée générale de proclamer l'année 2001 Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, réaffirme que le dialogue entre les cultures et les civilisations favorise la tolérance et le respect de la diversité et prend note à cet égard de la tenue à Téhéran, le 17 février 2001, de la Conférence asiatique sur le dialogue entre les civilisations, et de la tenue à Vienne en décembre 2000 de la première réunion du Groupe d'éminentes personnalités;

7. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question, à titre prioritaire, à sa cinquante-huitième session.

78<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVII.]

#### **2001/68. Question de la peine de mort**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui affirme le droit à la vie de tout individu, l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et l'article 6 et l'alinéa *a*) de l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant,

*Rappelant également* les résolutions de l'Assemblée générale 2857 (XXVI) et 32/61, en date des 20 décembre 1971 et 8 décembre 1977, relatives à la peine de mort, ainsi que la résolution 44/128 du 15 décembre 1989, dans laquelle l'Assemblée a adopté et a ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort,

*Rappelant en outre* les résolutions du Conseil économique et social 1574 (L) du 20 mai 1971, 1745 (LIV) du 16 mai 1973, 1930 (LVIII) du 6 mai 1975, 1984/50 du 25 mai 1984, 1985/33 du 29 mai 1985, 1989/64 du 24 mai 1989, 1990/29 du 24 mai 1990, 1990/51 du 24 juillet 1990 et 1996/15 du 23 juillet 1996,

*Rappelant* ses résolutions 1998/8, 1999/61 et 2000/65, en date des 3 avril 1998, 28 avril 1999 et 26 avril 2000, dans lesquelles elle s'est déclarée convaincue que l'abolition de la peine de mort contribue au renforcement de la dignité humaine et à l'élargissement progressif des droits de l'homme,

*Se félicitant* que la peine de mort soit exclue des peines que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Tribunal international pour le Rwanda et la Cour pénale internationale sont habilités à prononcer,

*Se félicitant* que la peine de mort ait été abolie dans certains États depuis sa dernière session, en particulier dans les États qui ont aboli la peine de mort pour tous les crimes,

*Faisant l'éloge* des États qui ont adhéré récemment au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort,

*Se félicitant* que certains États aient récemment signé le deuxième Protocole facultatif,

*Se félicitant* du fait que de nombreux pays, tout en conservant la peine de mort dans leur législation pénale, appliquent un moratoire sur les exécutions,

*Se référant* au rapport de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (E/CN.4/2001/9), en ce qui concerne les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, énoncées dans l'annexe à la résolution 1984/50 du Conseil économique et social,

*Profondément préoccupée* de constater que plusieurs pays appliquent la peine de mort sans tenir compte des limites établies dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la Convention relative aux droits de l'enfant,

*Préoccupée* de constater que, quand ils appliquent la peine de mort, plusieurs pays ne tiennent pas compte des Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort,

1. *Prend acte avec satisfaction* du sixième rapport quinquennal du Secrétaire général sur la peine de mort et l'application des Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, présenté conformément à la résolution 1995/57 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1995 (E/2000/3) et attend avec intérêt de recevoir le supplément annuel rendant compte des changements survenus dans la législation et dans la pratique en matière de peine de mort dans le monde entier, qu'elle a demandé dans sa résolution 2000/65;

2. *Prend acte avec satisfaction également* de la résolution 2000/17 de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, en date du 17 août 2000;

3. *Engage* tous les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui ne l'ont pas encore fait à envisager d'adhérer au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, ou de le ratifier;

4. *Prie instamment* tous les États qui maintiennent la peine de mort :

a) De s'acquitter pleinement des obligations qu'ils ont contractées en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier l'obligation de ne prononcer la peine de mort que pour les crimes les plus graves et en vertu d'un jugement final rendu par un tribunal compétent, indépendant et impartial, de ne pas la prononcer dans le cas de personnes âgées de moins de 18 ans et dans le cas de femmes enceintes, et de garantir le droit à un procès équitable et le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine;

b) De veiller à ce que la notion de "crimes les plus graves" ne s'entende que des crimes intentionnels ayant des conséquences fatales ou extrêmement graves et à ce que la peine de mort ne soit pas imposée pour les délits financiers non violents et les actes non violents liés à la pratique religieuse ou à l'expression des convictions;

c) De ne pas formuler, au titre de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de nouvelles réserves qui puissent être incompatibles avec l'objet et le but

du Pacte, et de retirer toutes réserves de ce type qui pourraient exister, étant donné que l'article 6 du Pacte consacre les règles minimales pour la protection du droit à la vie et les normes généralement acceptées dans ce domaine;

d) D'observer les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort et de satisfaire intégralement à leurs obligations internationales, en particulier celles qu'ils ont contractées en vertu de la Convention de Vienne sur les relations consulaires;

e) De ne pas imposer la peine de mort à des personnes atteintes d'une quelconque forme de maladie mentale, ni d'exécuter de telles personnes;

f) De n'exécuter aucune personne tant qu'une procédure juridique la concernant est en cours, au niveau international ou national;

5. *Engage* tous les États qui n'ont pas encore aboli la peine de mort à :

a) Limiter progressivement le nombre d'infractions qui emportent cette peine;

b) Instituer un moratoire sur les exécutions, en vue d'abolir définitivement la peine de mort;

c) Rendre publics les renseignements concernant l'application de la peine de mort;

6. *Prie* les États qui ont reçu une demande d'extradition concernant une personne qui encourt la peine de mort de se réserver explicitement le droit de refuser l'extradition s'ils ne reçoivent pas des autorités compétentes de l'État demandeur des assurances concrètes que la peine capitale ne sera pas appliquée;

7. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui soumettre, à sa cinquante-huitième session, en consultation avec les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, un supplément annuel à son rapport quinquennal sur la peine de mort et l'application des Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, rendant compte des changements survenus dans la législation et dans la pratique en matière de peine de mort dans le monde entier,



en se préoccupant tout spécialement de l'imposition de la peine de mort à l'égard de personnes qui n'avaient pas atteint l'âge de 18 ans au moment du délit;

8. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

78<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée par 27 voix contre 18, avec 7 abstentions, à l'issue d'un vote par appel nominal. Voir chap. XVII.]

### **2001/69. Promotion du droit des peuples à la paix**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Ayant à l'esprit* les principes fondamentaux du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Réaffirmant* qu'il importe de veiller au respect des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États et de la non-intervention dans les questions qui relèvent essentiellement de la juridiction nationale de tout État quel qu'il soit, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international,

*Réaffirmant également* que tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes, et qu'en vertu de ce droit ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel,

*Réaffirmant en outre* que la sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales,

*Rappelant* que toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme puissent y trouver plein effet,

*Réaffirmant* qu'il existe une relation étroite entre le désarmement et le développement, que des progrès dans le domaine du désarmement contribueraient dans une mesure considérable à des progrès dans le domaine du développement et que les ressources libérées grâce à des mesures de désarmement devraient être consacrées au développement économique et social et au bien-être de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

*Rappelant* la résolution 1996/16 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

*Alarmée* par la menace que représentent pour la survie même de l'humanité l'existence d'armes nucléaires et la poursuite de la course aux armements, et rappelant les ravages que font toutes les guerres,

*Convaincue* que l'absence de guerre est, au niveau international, une condition primordiale du bien-être, de la prospérité matérielle et du progrès des États, ainsi que de la réalisation complète des droits et des libertés fondamentales de l'homme proclamés par l'Organisation des Nations Unies,

1. *Proclame de nouveau solennellement* que les peuples de la terre ont un droit sacré à la paix;

2. *Déclare solennellement* que préserver le droit des peuples à la paix et promouvoir la réalisation de ce droit constituent une obligation fondamentale pour chaque État;

3. *Souligne* que, pour assurer l'exercice du droit des peuples à la paix, il est indispensable que la politique des États tende à l'élimination des menaces de guerre, surtout de guerre nucléaire, à l'abandon du recours à la force dans les relations internationales et au règlement pacifique des différends internationaux sur la base de la Charte des Nations Unies;

4. *Affirme* que tous les États doivent promouvoir l'instauration, le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et doivent, à cette fin, faire tout leur possible pour réaliser le désarmement général et complet sous un contrôle international effectif et pour assurer que les ressources libérées à la suite de mesures effectives de désarmement soient employées aux fins du développement global, en particulier celui des pays en développement;

5. *Engage* tous les États à s'abstenir d'utiliser des armes qui nuisent sans discrimination à la santé, à l'environnement et au bien-être économique et social;
6. *Se déclare préoccupée* par le réel danger que représente l'armement de l'espace et par le risque de voir la course mondiale aux armements prendre un nouvel élan;
7. *Demande instamment* à tous les États de s'abstenir de prendre des mesures qui favorisent la reprise de la course aux armements, en gardant à l'esprit ses conséquences prévisibles pour la paix et la sécurité mondiales, pour le développement et pour la pleine réalisation de tous les droits de l'homme;
8. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

78<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée par 29 voix contre 16, avec 7 abstentions, à l'issue d'un vote par appel nominal.  
Voir chap. XVII.]

## **2001/70. Impunité**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Guidée* par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, ainsi que par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne,

*Rappelant* toutes les résolutions et décisions relatives à l'impunité précédemment adoptées par la Commission et par la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, ainsi que le paragraphe 91 de la section II de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne,

*Rappelant également* l'universalité, l'interdépendance et l'indivisibilité de tous les droits de l'homme, tant civils que culturels, économiques, politiques et sociaux,

*Ayant à l'esprit* tous les rapports précédemment établis par l'Organisation des Nations Unies sur la question de l'impunité,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur l'impunité (E/CN.4/2001/88 et Corr.1),

*Prenant acte également* de la résolution 2000/24 de la Sous-Commission relative au rôle de la compétence universelle ou extraterritoriale dans l'action préventive contre l'impunité,

*Consciente* qu'il est important de lutter contre l'impunité s'agissant de toutes les violations des droits de l'homme constituant des crimes,

*Constatant* que la création de la Cour pénale internationale constitue une importante contribution à la lutte visant à mettre fin à la culture de l'impunité, et rappelant le rapport du Secrétaire général intitulé "Nous, les peuples : le rôle des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle" (A/54/2000), qui la reconnaît comme telle,

*Saluant* le travail accompli par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal international pour le Rwanda,

*Se félicitant* de ce qu'un grand nombre d'États ont déjà signé et/ou ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale,

*Accueillant avec satisfaction*, comme autant de mesures contribuant à lutter contre l'impunité et à promouvoir la responsabilité, les initiatives visant à établir des mécanismes judiciaires spéciaux qui sont actuellement envisagées dans quelques pays, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux normes internationales en matière de justice, d'équité et de respect de la légalité, avec le soutien de la communauté internationale,

*Convaincue* que la pratique et la probabilité de l'impunité pour les violations du droit international relatif aux droits de l'homme ou du droit international humanitaire encouragent ces violations et constituent l'un des obstacles fondamentaux au respect du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire ainsi qu'à la pleine application des instruments internationaux dans ces domaines,

*Convaincue également* que dénoncer les violations des droits de l'homme, tenir leurs auteurs, ainsi que leurs complices, comptables de leurs actes, obtenir justice pour leurs victimes, de même que préserver les archives concernant ces violations et rétablir la dignité des victimes en reconnaissant et en commémorant leurs souffrances, sont des principes qui guideront les sociétés futures et sont essentiels pour promouvoir et mettre en œuvre les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que pour prévenir de futures violations,

*Consciente* que le fait, pour les auteurs de graves violations des droits de l'homme, ainsi que pour leurs complices, d'avoir à rendre compte de leurs actes constitue l'un des éléments essentiels de tout recours effectif pour les victimes de ces violations ainsi qu'un facteur clef de justice et d'équité du système judiciaire et, en dernière analyse, de réconciliation et de stabilité à l'intérieur d'un État,

*Se félicitant* qu'un certain nombre d'États où de graves violations des droits de l'homme se sont produites par le passé aient créé des mécanismes pour dénoncer de telles violations, notamment des commissions d'enquête ou des commissions chargées d'établir la vérité et d'assurer la réconciliation,

*Sachant* que le phénomène de l'impunité touche toutes les sphères de la société,

*Convaincue* de la nécessité, pour les gouvernements, de lutter contre l'impunité en s'attaquant aux abus d'hier ou d'aujourd'hui, par le biais de mesures visant à empêcher que de telles violations ne se reproduisent,

1. *Insiste* sur l'importance du combat à mener contre l'impunité pour prévenir les violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, et invite instamment les États à accorder l'attention voulue à la question de l'impunité en ce qui concerne ces violations, notamment celles qui sont commises à l'encontre des femmes et des enfants, et à prendre des mesures appropriées pour traiter de cet important problème;

2. *Souligne* qu'il importe de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour que les auteurs de violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit

international humanitaire aient à rendre compte de leurs actes, et invite instamment les États à agir dans le respect de la légalité;

3. *Se félicite*, dans ce contexte, des progrès accomplis dans la lutte contre l'impunité, notamment de la consécration, dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, du principe de complémentarité;

4. *Souligne* l'importance historique que revêt l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et invite tous les États à envisager de ratifier le Statut ou d'y adhérer;

5. *Invite* les États à continuer de participer activement aux travaux de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale;

6. *Engage* les États et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à envisager la possibilité de fournir aux États qui le demandent une assistance et un concours concrets et pratiques dans leurs efforts pour atteindre les objectifs énoncés dans la présente résolution;

7. *Demande* aux États de continuer à appuyer les travaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal international pour le Rwanda et d'étudier des moyens d'appuyer les initiatives visant à la création des mécanismes judiciaires spéciaux qui sont actuellement envisagés dans quelques pays, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies;

8. *Est consciente* que la divulgation des souffrances des victimes de violations des droits de l'homme et l'établissement de la vérité sur les auteurs de ces violations, ainsi que leurs complices, sont des mesures essentielles pour la réadaptation des victimes et la réconciliation, et invite instamment les États à intensifier leurs efforts pour que les victimes de violations des droits de l'homme bénéficient d'une procédure juste et équitable, dans le cadre de laquelle ces violations puissent donner lieu à enquête et être divulguées, et à encourager les victimes à participer à cette procédure;

9. *Se félicite*, à cet égard, de la publication, dans certains États, des rapports de commissions de la vérité et de la réconciliation établies par ces pays pour traiter des violations des droits de l'homme qui y ont été commises dans le passé, et encourage les autres États où de graves violations des droits de l'homme se sont produites dans le passé à mettre en place des mécanismes appropriés pour les dénoncer;

10. *Prie* le Secrétaire général de consulter les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales au sujet de la désignation éventuelle d'un expert indépendant qui serait chargé d'examiner tous les aspects de la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme, afin qu'une décision soit prise à ce sujet lors de la cinquante-huitième session de la Commission;

11. *Prie également* le Secrétaire général d'inviter de nouveau les États à fournir des renseignements sur toutes mesures législatives, administratives ou autres qu'ils ont prises pour combattre l'impunité en ce qui concerne les violations des droits de l'homme commises sur leur territoire, ainsi que sur les recours dont disposent les victimes de telles violations;

12. *Prie en outre* le Secrétaire général de rassembler les renseignements et observations qui auront été reçus en application de la présente résolution et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-huitième session;

13. *Invite* les rapporteurs spéciaux et les autres mécanismes de la Commission à continuer de prendre dûment en considération la question de l'impunité dans l'exercice de leur mandat;

14. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-huitième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Promotion et protection des droits de l'homme".

78<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée par 39 voix contre zéro, avec 13 abstentions, à l'issue d'un vote par appel nominal. Voir chap. XVII.]

**2001/71. Droits de l'homme et bioéthique**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

*Rappelant également* l'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

*Soucieuse* de préserver la dignité et l'intégrité de l'être humain,

*Rappelant* le droit de chacun, reconnu par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications,

*Convaincue*, conformément au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, des bienfaits qui doivent résulter de l'encouragement et du développement de la coopération ainsi que des contacts internationaux dans le domaine de la science,

*Rappelant* les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, selon lesquelles il est interdit de soumettre une personne à une expérience médicale ou scientifique sans son libre consentement,

*Rappelant également* les Principes d'éthique médicale applicables au rôle du personnel de santé, en particulier des médecins, dans la protection des prisonniers et des détenus contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/194 du 18 décembre 1982,

*Soulignant* que, selon la Convention relative aux droits de l'enfant, les États parties ont l'obligation de protéger l'enfant contre toute forme de violence,



*Consciente* que l'évolution rapide des sciences de la vie ouvre d'immenses perspectives d'amélioration de la santé des individus et de l'humanité tout entière, mais également que certaines pratiques peuvent faire courir des dangers à l'intégrité et à la dignité de l'individu,

*Soucieuse*, dans cet esprit, de voir le progrès scientifique bénéficier aux individus et se développer dans le respect des droits fondamentaux de l'homme,

*Se référant* à la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le 11 novembre 1997, et à la résolution 53/152 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1998, faisant sienne la Déclaration,

*Se référant également* à la résolution 29 C/17 adoptée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour la mise en œuvre de la Déclaration, et rappelant que, conformément à cette résolution, les États membres s'engagent à communiquer au Directeur général toutes informations utiles sur les mesures prises par eux en vue de la mise en œuvre des principes énoncés dans la Déclaration,

*Rappelant* que la Déclaration, à l'article premier, pose le principe que le génome sous-tend l'unité fondamentale de tous les membres de la famille humaine, ainsi que la reconnaissance de leur dignité intrinsèque et de leur diversité,

*Rappelant également* que la Déclaration, à l'article 10, affirme qu'aucune recherche concernant le génome humain, ni aucune de ses applications, en particulier dans les domaines de la biologie, de la génétique et de la médecine, ne devrait prévaloir sur le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la dignité humaine des individus, ou le cas échéant de groupes d'individus,

*Rappelant en outre* la décision prise le 7 mai 1998, par laquelle le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a créé le Comité international de bioéthique, avec pour mission de favoriser la réflexion sur les enjeux éthiques et juridiques des recherches dans les sciences de la vie, de formuler des recommandations à l'attention de la Conférence générale et des avis quant au suivi de la Déclaration en décelant les pratiques qui pourraient être contraires à la dignité humaine,

*Rappelant enfin* ses résolutions 1991/45 du 5 mars 1991, 1993/91 du 10 mars 1993, 1997/71 du 16 avril 1997 et 1999/63 du 28 avril 1999,

*Se référant* à la Déclaration du Millénaire qui affirme la volonté d'assurer le libre accès à l'information relative au génome humain,

*Se référant également* à la résolution 1997/42 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 28 août 1997, sur cette question,

*Rappelant* l'adoption, par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, le 4 avril 1997, de la Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine,

*Convaincue* du besoin de développer, sur le plan national et international, une éthique des sciences de la vie, et reconnaissant la nécessité de développer des règles et une coopération internationales pour que l'humanité tout entière bénéficie de leur utilisation, sans les détourner à d'autres fins que son bien,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/2001/93);
2. *Exprime* ses remerciements aux gouvernements qui ont répondu aux demandes d'information adressées par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1999/63 du 28 avril 1999 et invite ceux qui n'ont pas encore répondu à le faire;
3. *Rappelle* l'importance qu'elle attache à recevoir aussi des réponses des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que les autres organismes et institutions spécialisées des Nations Unies intéressés, à faire rapport au Secrétaire général sur les activités menées dans leur secteur pour assurer la prise en compte des principes reconnus par la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme;
4. *Invite* le Secrétaire général à formuler, à partir de ces contributions et pour examen par l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session, des propositions sur les moyens

d'assurer une bonne coordination des activités et des réflexions menées en matière de bioéthique dans l'ensemble du système des Nations Unies, et l'invite à envisager la constitution d'un groupe d'experts indépendants comprenant, entre autres, des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, qui serait chargé de réfléchir notamment aux suites à donner à la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, et de consigner le résultat de cette réflexion dans un rapport qui serait remis au Secrétaire général dans un délai fixé par lui;

5. *Invite* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à porter toute l'attention requise à cette question, dans son domaine de compétence;

6. *Appelle l'attention* des gouvernements tant sur l'importance des recherches sur le génome humain et de leurs applications pour l'amélioration de la santé des individus et de l'humanité tout entière que sur l'exigence de sauvegarde des droits de l'individu et de sa dignité, ainsi que de son identité et de son unité, et sur la nécessité de protéger la confidentialité des données génétiques de caractère nominatif;

7. *Invite* les gouvernements à envisager la création de comités d'éthique indépendants, pluridisciplinaires et pluralistes chargés d'apprécier, notamment en coopération avec le Comité international de bioéthique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les questions éthiques, sociales et humaines soulevées par les recherches biomédicales auxquelles se prêtent des êtres humains et, en particulier, celles qui portent sur le génome humain et leurs applications, et les invite également à faire connaître au Secrétaire général la création éventuelle de tels organismes, en vue de promouvoir les échanges d'expériences acquises entre de telles institutions;

8. *Prie à nouveau* la Sous-Commission pour la promotion et la protection des droits de l'homme à examiner la contribution qu'elle peut apporter à la réflexion engagée par le Comité international de bioéthique sur le suivi de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme et de faire rapport à ce sujet à la Commission à sa cinquante-neuvième session;

9. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport à partir de ces contributions, pour examen par la Commission à sa cinquante-neuvième session.

78<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée dans vote. Voir chap. XVII.]

**2001/72. Le rôle d'une bonne gestion des affaires publiques dans la promotion des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Guidée* par la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui constitue l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations et qui s'applique à tous les individus et à tous les organes de la société, et par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (A/CONF.157/23), où il est affirmé que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés,

*Reconnaissant* l'importance d'un environnement propice, au niveau national et au niveau international, à la pleine jouissance de tous les droits de l'homme,

*Soulignant* que le renforcement d'une bonne gestion des affaires publiques au niveau national, notamment par la création d'institutions efficaces et tenues de rendre compte de leurs actes, chargées de promouvoir la croissance et le développement humain durable, est un processus permanent pour tous les gouvernements, quel que soit le niveau de développement de leur pays,

*Notant* la reconnaissance croissante du rôle important d'une bonne gestion des affaires publiques dans la promotion des droits de l'homme, en particulier dans la Déclaration du Millénaire, adoptée lors du Sommet du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies par les chefs d'État et de gouvernement,

*Notant également* que les pratiques de bonne gestion des affaires publiques varient nécessairement selon les situations et les besoins particuliers des sociétés, et que c'est à l'État

concerné qu'incombe la responsabilité de définir et de mettre en œuvre ces pratiques, sur la base de la transparence et de l'obligation de rendre compte, ainsi que de créer et de préserver un environnement propice à la jouissance de tous les droits de l'homme au niveau national,

*Affirmant* la nécessité de renforcer la coopération internationale entre les États et par l'intermédiaire du système des Nations Unies, afin que tous les États nécessitant des apports extérieurs pour améliorer leur gestion des affaires publiques aient accès à l'information et aux ressources voulues, lorsqu'ils en ont besoin,

*Reconnaissant* la nécessité d'un examen approfondi du rôle que joue une bonne gestion des affaires publiques dans la promotion des droits de l'homme, et du rapport entre les pratiques de bonne gestion des affaires publiques et la promotion et la protection de tous les droits de l'homme dans tous les pays,

1. *Reconnaît* qu'un système de gouvernement caractérisé par la transparence, la responsabilité, l'obligation de rendre compte de ses actes et la participation, capable de répondre aux aspirations et aux besoins de la population, constitue le fondement d'une bonne gestion des affaires publiques, et qu'un tel fondement est la condition nécessaire de la promotion des droits de l'homme, y compris le droit au développement;

2. *Souligne*, à cet égard, la nécessité de promouvoir des stratégies de coopération internationale pour le développement fondées sur le partenariat, et de veiller à ce que cette coopération ne soit pas entravée par une approche dogmatique de la bonne gestion des affaires publiques;

3. *Se félicite* de la fourniture par les États, en réponse à l'invitation qui leur avait été adressée par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, en application du paragraphe 3 de la résolution 2000/64 de la Commission, en date du 26 avril 2000, d'exemples concrets d'activités ayant permis de renforcer les pratiques de bonne gestion des affaires publiques pour la promotion des droits de l'homme au niveau national, y compris d'activités menées dans le cadre de la coopération pour le développement entre États, en vue d'établir une compilation d'idées et de pratiques que les États intéressés pourraient consulter pour s'en inspirer si nécessaire et prie la Haut-Commissaire de réitérer cette invitation aux États et de l'adresser

également aux organismes des Nations Unies et à d'autres organismes internationaux compétents;

4. *Invite* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à s'inspirer, selon qu'il conviendra, dans son travail des matériels soumis en réponse aux invitations lancées en application du paragraphe 3 de la présente résolution et du paragraphe 3 de la résolution 2000/64 et de faire savoir à la Commission si lesdits matériels se sont révélés utiles à cet égard;

5. *Décide* de poursuivre l'examen de la question du rôle de la bonne gestion des affaires publiques dans la promotion des droits de l'homme à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

78<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVII.]

#### **2001/73. Droits de l'homme et solidarité internationale**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Soulignant* que la promotion et la protection des droits de l'homme devraient s'effectuer conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et au droit international,

*Réaffirmant* que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement,

*Rappelant* qu'à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, les États se sont engagés à coopérer pour assurer le développement et éliminer les obstacles qui s'y opposent, et ont souligné que la communauté internationale devrait promouvoir une coopération internationale efficace pour éliminer ces obstacles et réaliser le droit au développement,

*Réaffirmant* qu'ainsi qu'il est dit à l'article 4 de la Déclaration sur le droit au développement, une action soutenue est indispensable pour assurer un développement plus rapide des pays en développement et qu'en complément des efforts que les pays en

développement accomplissent, une coopération internationale efficace est essentielle pour donner à ces pays les moyens de soutenir un développement global,

*Considérant* qu'il est dit à l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels que chacun des États parties au Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationale, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives,

*Préoccupée* par le fait que les immenses bénéfices potentiels de la mondialisation et de l'interdépendance économique n'ont pas touché tous les pays, toutes les communautés et tous les individus et par la marginalisation croissante de plusieurs pays, en particulier les pays les moins avancés et les pays africains, par rapport à ces bénéfices,

*Consciente* de la nécessité de ressources nouvelles et supplémentaires pour financer les programmes de développement des pays en développement,

*Réaffirmant* qu'il est crucial d'accroître les ressources allouées à l'aide publique au développement et rappelant l'engagement des pays industrialisés de consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement,

*Reconnaissant* qu'une attention insuffisante est accordée à l'importance de la solidarité internationale en tant qu'élément essentiel des efforts des pays en développement pour progresser dans la réalisation du droit au développement de leurs peuples et promouvoir la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels par tous,

1. *Réaffirme* que les concepts de démocratie, de développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants;

2. *Se félicite* que, dans la déclaration qu'ils ont adoptée lors du Sommet du Millénaire, les chefs d'État et de gouvernement aient reconnu la solidarité comme l'une des valeurs fondamentales devant sous-tendre les relations internationales au XXI<sup>e</sup> siècle, en affirmant que les problèmes mondiaux doivent être gérés de telle façon que les coûts et les charges soient justement répartis conformément aux principes fondamentaux de l'équité et de la justice sociale,

et que ceux qui souffrent ou qui sont particulièrement défavorisés méritent une aide de la part des privilégiés;

3. *Exhorte* la communauté internationale à examiner d'urgence les moyens de promouvoir et de renforcer l'assistance internationale aux pays en développement à l'appui de leurs efforts en faveur du développement et de la création de conditions rendant possible la pleine réalisation de tous les droits de l'homme;

4. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

78<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée par 36 voix contre 16, à l'issue d'un vote par appel nominal. Voir chap. XVII.]

**2001/74. Enlèvement d'enfants du nord de l'Ouganda**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, la Convention relative aux droits de l'enfant et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Rappelant également* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est déclarée préoccupée par les violations des droits de l'homme visant, en période de conflit armé, la population civile, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées,

*Rappelant en outre* l'obligation qui incombe aux États parties de respecter et d'observer strictement le droit international humanitaire en vertu des Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, des protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant et des autres principes du droit international,



*Se félicitant* de l'adoption par l'Assemblée générale, du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, qui contribuera à renforcer les instruments internationaux assurant la protection des enfants touchés par les conflits armés,

*Rappelant* sa résolution 2000/60 du 26 avril 2000, dans laquelle elle priait le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de procéder à une évaluation de la situation sur place en ce qui concerne l'enlèvement d'enfants du nord de l'Ouganda dans les régions touchées,

*Prenant note* du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (A/55/163-S/2000/712) présenté à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, ainsi que des conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants (A/55/442),

*Profondément préoccupée* par le fait que les enlèvements, tortures, détentions, viols, asservissements et enrôlements forcés d'enfants du nord de l'Ouganda se poursuivent,

1. *Prend acte* du rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants (E/CN.4/2001/76);
2. *Condamne de la façon la plus énergique* l'Armée de résistance du Seigneur pour les enlèvements, tortures, détentions, viols, asservissements et enrôlements forcés d'enfants du nord de l'Ouganda auxquels elle continue de se livrer;
3. *Exige* la cessation immédiate de tous les enlèvements et de toutes les agressions contre les populations civiles, en particulier les femmes et les enfants, perpétrés dans le nord de l'Ouganda par l'Armée de résistance du Seigneur;
4. *Demande* la libération immédiate et inconditionnelle ainsi que le retour, sains et saufs, de tous les enfants enlevés, actuellement détenus par l'Armée de résistance du Seigneur;
5. *Prie* le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/151 du 16 décembre 1981, de

continuer de prêter assistance aux victimes et à leurs familles souffrant des séquelles de tortures infligées par l'Armée de résistance du Seigneur;

6. *Prie instamment* les États Membres, les organisations internationales, les organismes humanitaires et toutes les autres parties intéressées, ayant quelque influence sur l'Armée de résistance du Seigneur, d'exercer toutes les pressions possibles sur celle-ci pour qu'elle libère, immédiatement et sans condition, tous les enfants enlevés dans le nord de l'Ouganda;

7. *Exhorte* toutes les parties qui favorisent la poursuite des enlèvements et détentions d'enfants par l'Armée de résistance du Seigneur à cesser sur-le-champ toute aide à ces forces armées rebelles et toute collaboration avec elles;

8. *Se félicite* de l'accord bilatéral entre le Soudan et l'Ouganda signé à Nairobi, le 8 décembre 1999, par les Présidents des deux pays;

9. *Se félicite également* du retour de certains des enfants enlevés et lance un appel en faveur d'efforts accrus pour la libération des enfants qui restent captifs des rebelles;

10. *Se félicite* de l'engagement qu'ont pris les Gouvernements soudanais et ougandais de faire un effort particulier pour rechercher toutes les personnes, en particulier les enfants, qui ont été victimes d'enlèvements et pour les rendre à leurs familles;

11. *Prend acte* des efforts récemment déployés par les Gouvernements soudanais et ougandais, auxquels se sont associés le Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'incidence des conflits armés sur les enfants, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des organisations intergouvernementales, qui ont permis de retrouver un grand nombre d'enfants enlevés et de les remettre à leurs familles;

12. *Prend acte avec satisfaction* de la déclaration de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme présentant les conclusions préliminaires de l'équipe envoyée sur place par le Haut-Commissariat pour évaluer la situation dans les régions touchées;

13. *Souligne* la gravité de la question et exhorte l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale à poursuivre leurs efforts concertés pour améliorer la situation en ce qui concerne l'enlèvement d'enfants et répondre aux besoins des victimes;

14. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIII.]

## **2001/75. Droits de l'enfant**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Ayant à l'esprit* la Convention relative aux droits de l'enfant, soulignant que ses dispositions et d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme doivent constituer les normes en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant, et réaffirmant que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la principale considération dans toutes les actions concernant les enfants,

*Se félicitant* du développement qui s'est produit ces dernières années dans les normes juridiques internationales, en particulier l'adoption des Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, de la Convention No 182 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, et du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, mesurant l'importance historique de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et notant avec intérêt l'entrée en vigueur du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

*Réaffirmant* le consensus exprimé dans les résolutions pertinentes de la cinquante-sixième session de la Commission des droits de l'homme et de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, ainsi que dans toutes les résolutions précédentes sur ce sujet,

*Réaffirmant aussi* le principe fondamental énoncé dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing adoptés en septembre 1995 par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (A/CONF.177/20, chap. I), selon lequel les droits fondamentaux des femmes et des petites filles font partie intégrante, de façon inaliénable et indivisible, des droits universels de la personne humaine, et soulignant le besoin de continuer à intégrer les droits de l'enfant, ainsi que la dimension féminine, dans tous les programmes et politiques concernant les enfants,

*Réaffirmant encore* la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant et le Plan d'action adoptés en septembre 1990 par le Sommet mondial pour les enfants (A/45/625, annexe), ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui notamment appellent au renforcement des mécanismes et programmes nationaux et internationaux de sauvegarde et de protection des enfants, en particulier de ceux qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles, y compris en prenant des mesures pour lutter activement contre l'exploitation des enfants et les mauvais traitements qui leur sont infligés, l'infanticide des filles, l'emploi des enfants à des travaux dangereux - en vue de l'élimination immédiate de ses pires formes -, la vente d'enfants et d'organes, la prostitution infantile et la pornographie impliquant des enfants, ainsi que d'autres formes de sévices sexuels, et qui réaffirment que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont tous universels,

*Se félicitant* du rôle que joue le Comité des droits de l'enfant en examinant les progrès réalisés par les États parties dans leurs efforts pour s'acquitter des obligations contractées au titre de la Convention, en adressant aux États parties des recommandations sur son application et, en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en faisant mieux connaître les principes et dispositions de la Convention,

*Constatant avec une profonde préoccupation* que, dans de nombreuses régions du monde, la situation des enfants demeure critique en raison de la persistance de la pauvreté, des mauvaises conditions sociales et économiques dans une économie de plus en plus mondialisée, des pandémies, en particulier celle de VIH/sida, des catastrophes naturelles, des conflits armés, des déplacements de population, de l'exploitation, de l'analphabétisme, de la faim, de l'intolérance, de la discrimination, des infirmités et de l'absence de protection juridique,

et convaincue qu'il faut de toute urgence qu'une action efficace soit menée sur les plans national et international,

*Alarmée* par la réalité des violations quotidiennes des droits des enfants, y compris le droit à la vie, le droit à la sécurité de la personne et le droit de ne pas être arbitrairement détenu, torturé ni soumis à aucune forme d'exploitation, ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels, tels qu'ils sont énoncés dans les instruments internationaux pertinents,

*Appuyant également* le processus préparatoire de la session extraordinaire que l'Assemblée générale tiendra en septembre 2001 pour donner suite au Sommet mondial pour les enfants, encourageant les États à y participer activement afin de promouvoir un examen effectif des progrès accomplis et de cerner les obstacles à la pleine application des résultats du Sommet mondial, ce qui serait un moyen de réaffirmer leurs engagements à l'égard des enfants, et les encourageant à mettre sur pied des stratégies tournées vers l'avenir en tenant compte d'une optique résolument axée sur les droits de l'enfant,

*Se félicitant* que les questions se rapportant aux enfants soient incorporées dans les travaux préparatoires et les résultats de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui se tiendra en septembre 2001,

*Soulignant* qu'il importe de tenir compte d'une optique axée sur les droits de l'enfant dans les travaux préparatoires de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, qui se tiendra en juin 2001, et qu'il est nécessaire d'adopter une approche concertée à l'égard des enfants touchés ou infectés par la pandémie de VIH/sida, notamment ceux qui sont devenus orphelins à cause de cette pandémie, en accordant une attention particulière aux régions d'Afrique les plus touchées, et d'attacher de l'importance au traitement des enfants infectés par le VIH/sida et aux soins et à l'appui à leur apporter,

*Accueillant avec satisfaction* les rapports du Secrétaire général sur l'état de la Convention relative aux droits de l'enfant (E/CN.4/2001/74), de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation (E/CN.4/2001/52) et de la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (E/CN.4/2001/78 et Add.1 et 2), les rapports du Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants, soumis à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session

(A/55/442) et à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-septième session (E/CN.4/2001/76), ainsi que le rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (A/55/163-S/2000/712),

*Réaffirmant* que la famille est le groupe social fondamental et l'environnement naturel pour assurer la croissance et le bien-être des enfants et considérant que les enfants devraient grandir dans un climat familial et dans une atmosphère sociale où règnent la paix, le respect, le bonheur, l'amour et la compréhension,

*Préoccupée* par le nombre des adoptions illégales, le nombre des enfants qui grandissent sans parents et celui des enfants victimes de violence familiale et sociale, d'abandon moral et de mauvais traitements,

*Considérant* les engagements pris par les chefs d'État et de gouvernement dans la Déclaration du Millénaire en ce qui concerne la réalisation, la promotion et la protection des droits de l'enfant, ainsi que les objectifs qui y sont fixés en la matière,

*Sachant* que le partenariat entre les gouvernements, les organisations internationales et les organes et organisations compétents du système des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi que tous les acteurs de la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales, et le secteur privé, est important pour la réalisation des droits de l'enfant,

*Se félicitant* de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010) et de la Déclaration et du Programme d'action en faveur d'une culture de la paix, qui constituent la base de la Décennie internationale,

*Se félicitant aussi* de la convocation du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui se tiendra à Yokohama (Japon) en décembre 2001, et des réunions régionales de consultation,

## **I. APPLICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT ET D'AUTRES INSTRUMENTS**

1. *Exhorte de nouveau* les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de signer et de ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant ou d'y adhérer, à titre prioritaire, en vue d'atteindre l'objectif de l'adhésion universelle, et d'envisager de signer et de ratifier, à titre prioritaire, les Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, afin qu'ils puissent entrer en vigueur le plus tôt possible, compte tenu du fait que la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui sera consacrée au suivi du Sommet mondial pour les enfants doit se tenir en septembre 2001;
2. *Se déclare une nouvelle fois préoccupée* par le grand nombre des réserves qui ont été faites à la Convention, et prie instamment les États parties de retirer celles qui sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention et d'envisager de revoir les autres en vue de les retirer;
3. *Engage* les États parties à appliquer pleinement la Convention et à veiller à ce que les droits qui y sont énoncés soient respectés sans discrimination aucune, à ce que l'intérêt supérieur de l'enfant soit le facteur essentiellement pris en considération dans toutes les mesures concernant les enfants, à reconnaître que le droit de l'enfant à la vie est un droit naturel, à veiller à ce que la survie et l'épanouissement de l'enfant soient garantis dans toute la mesure possible, à ce que les enfants puissent exprimer librement leurs opinions sur toute question les intéressant, et à ce que ces opinions soient entendues et à ce qu'il en soit dûment tenu compte, eu égard à l'âge et au degré de maturité de l'enfant;
4. *Invite instamment* les États parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la Convention, compte tenu de l'article 4 de celle-ci, en renforçant les structures gouvernementales compétentes pour les enfants, notamment, s'il y a lieu, les ministres chargés des questions relatives aux enfants et les commissaires indépendants pour les droits de l'enfant;

5. *Engage* les États parties :

a) À accepter, à titre prioritaire, l'amendement au paragraphe 2 de l'article 43 de la Convention tendant à porter de 10 à 18 le nombre des membres du Comité des droits de l'enfant;

b) À veiller à ce que les membres du Comité soient d'une haute moralité et possèdent une compétence reconnue dans le domaine visé par la Convention, et à ce qu'ils siègent à titre personnel, compte tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et eu égard aux principaux systèmes juridiques;

c) À s'acquitter en temps voulu de l'obligation de faire rapport qui leur incombe en vertu de la Convention, conformément aux directives établies par le Comité des droits de l'enfant, ainsi qu'à tenir compte des recommandations faites par le Comité dans l'application des dispositions de la Convention, et à renforcer leur coopération avec le Comité;

6. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les mécanismes des Nations Unies, tous les organes compétents du système des Nations Unies, en particulier les représentants spéciaux, les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail, de tenir régulièrement et systématiquement compte de la dimension des droits de l'enfant dans l'accomplissement de leur mandat, et engage les États à coopérer étroitement avec eux;

7. *Réaffirme* qu'il importe de faire en sorte que les responsables de l'application des lois et les autres professionnels dont le travail a une incidence sur les enfants reçoivent une formation appropriée et systématique en ce qui concerne les droits de l'enfant, et de veiller à la coordination entre les divers organes gouvernementaux;

8. *Engage* tous les États à mettre un terme à l'impunité éventuelle pour tous les crimes, notamment ceux dont les victimes sont des enfants, en particulier les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, et à traduire en justice les auteurs de tels crimes;

9. *Engage* tous les États et les interlocuteurs concernés à continuer de coopérer avec les rapporteurs spéciaux et les représentants spéciaux du système des Nations Unies dans l'accomplissement de leur mandat, prie le Secrétaire général de mettre à la disposition de ces derniers, par imputation sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,



du personnel et des moyens appropriés, lorsque cela est conforme à leurs mandats respectifs, invite les États à continuer de verser des contributions volontaires selon que de besoin et invite instamment toutes les entités concernées du système des Nations Unies à fournir aux rapporteurs spéciaux et aux représentants spéciaux des informations complètes afin qu'ils puissent s'acquitter intégralement de leur mandat;

10. *Décide*, en ce qui concerne le Comité des droits de l'enfant, de prier le Secrétaire général de mettre à la disposition de celui-ci, par imputation sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, le personnel et les moyens nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter efficacement et promptement de ses fonctions, et invite le Comité à continuer d'intensifier le dialogue constructif qu'il a engagé avec les États parties et à accroître encore la transparence et l'efficacité de son fonctionnement;

## **II. PROTECTION ET PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT**

### **Identité, relations familiales et enregistrement des naissances**

*Réaffirmant* le paragraphe 15 de sa résolution 2000/85 du 27 avril 2000,

11. *Invite* tous les États :

a) À continuer d'intensifier leurs efforts pour veiller à ce que tous les enfants soient enregistrés immédiatement après la naissance, notamment en envisageant d'adopter des procédures simplifiées, rapides et efficaces;

b) À s'engager à respecter le droit de l'enfant de préserver son identité, y compris sa nationalité, son nom et ses relations familiales, tels qu'ils sont reconnus par la loi, sans ingérence illégale et, lorsqu'un enfant est illégalement privé des éléments constitutifs de son identité ou de certains d'entre eux, à lui accorder une aide et une assistance appropriées pour que son identité soit rétablie aussi rapidement que possible;

c) À garantir, dans la mesure du possible, le droit de l'enfant de connaître ses parents et d'être élevé par eux, et à veiller à ce qu'un enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes ne décident, sous réserve de révision judiciaire et conformément aux lois et procédures applicables, que cette séparation est nécessaire dans

l'intérêt supérieur de l'enfant, conformément à l'article 9 de la Convention relative aux droits de l'enfant;

## **Santé**

*Réaffirmant* les paragraphes 16 à 19 de sa résolution 2000/85,

12. *Demande* à tous les États parties de prendre toutes les mesures appropriées pour développer des systèmes de santé et des services sociaux viables auxquels chacun ait accès sans discrimination, et d'accorder une attention particulière à une alimentation et une nutrition appropriées de façon à prévenir les maladies et la malnutrition, aux soins de santé prénataux et postnataux, aux besoins spéciaux des adolescents, à la santé génésique et sexuelle et aux menaces liées à la toxicomanie et à la violence, et engage les États parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir à tous les enfants, sans discrimination, le droit de jouir du meilleur état de santé possible, conformément à l'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant;

13. *Demande également* à tous les États d'offrir un soutien et une réadaptation aux enfants touchés par le VIH/sida et à leurs familles, d'associer les enfants et ceux qui en ont la charge, ainsi que le secteur privé, aux efforts visant à prévenir efficacement les affections par le VIH grâce à des informations correctes et à l'accès à des soins, des traitements et des tests peu coûteux, librement consentis et confidentiels, en accordant l'importance voulue à la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant;

## **Éducation**

*Réaffirmant* les paragraphes 20 et 21 de sa résolution 2000/85,

14. *Demande* à tous les États :

a) De reconnaître le droit à l'éducation sur la base de l'égalité des chances, en rendant l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous et en veillant à ce que tous les enfants, notamment les fillettes, les enfants nécessitant une protection spéciale, les enfants autochtones et les enfants appartenant à des minorités, aient accès sans discrimination à une éducation de bonne qualité, ainsi qu'en généralisant l'enseignement secondaire et en le rendant accessible

à tous, en particulier en introduisant progressivement la gratuité de l'éducation, sans perdre de vue que les mesures en faveur des groupes désavantagés contribuent à favoriser l'égalité des chances et à lutter contre l'exclusion, et en veillant à ce que l'éducation soit assurée et que les États parties conçoivent et appliquent des programmes pour l'éducation des enfants, conformément aux articles 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant;

b) De prendre toutes les mesures voulues pour empêcher les attitudes et comportements racistes, discriminatoires et xénophobes, par l'éducation, en tenant compte du rôle important que les enfants sont appelés à jouer dans l'évolution de ces pratiques;

c) De veiller à ce que les enfants, dès leur plus jeune âge, bénéficient de l'éducation et de la participation à des activités qui développent le respect des droits de l'homme et privilégient la pratique de la non-violence, de façon à leur inculquer les valeurs et les idéaux de la culture de la paix;

15. *Réaffirme* le Cadre d'action de Dakar et demande qu'il soit pleinement appliqué et, à cet égard, invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à continuer de s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée de coordonner les activités des partenaires de l'Éducation pour tous et de soutenir l'élan de leur collaboration;

16. *Note avec intérêt* l'adoption récente par le Comité des droits de l'enfant d'une observation générale sur les buts de l'éducation, ainsi que l'adoption d'observations générales comme moyen de coopérer avec les États parties pour la mise en application de la Convention;

### **Droit de ne pas être soumis à la violence**

*Réaffirmant* les paragraphes 22 à 24 de sa résolution 2000/85,

17. *Note avec satisfaction* l'initiative du Comité des droits de l'enfant sur la violence de l'État contre les enfants, se félicite de ce qu'un débat général se tiendra en septembre 2001 sur le thème de la violence subie par les enfants dans les établissements scolaires et au sein de la famille, et accueille avec satisfaction la recommandation du Comité des droits de l'enfant tendant à ce que le Secrétaire général soit prié, par l'intermédiaire de l'Assemblée générale, de mener une étude approfondie sur la question de la violence contre les enfants, qui analysera notamment les différents types de traitements violents dont les enfants sont victimes, les causes de ces pratiques,

leur ampleur et leurs effets sur les enfants, et formulera des recommandations concernant notamment les moyens de lutter efficacement contre ce phénomène ainsi que les mesures de prévention et de réadaptation;

18. *Invite* tous les États à prendre toutes les mesures voulues sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour prévenir toutes les formes de violence à l'encontre des enfants et pour les protéger de la torture et des autres formes de violence - les violences physiques, notamment la violence familiale, les sévices, les violences mentales et sexuelles, les brutalités de la police et des autres services chargés de maintenir l'ordre public ou du personnel des services de détention des mineurs, des orphelinats, des centres d'accueil et d'autres établissements, ainsi que la violence dans la rue et à l'école;

19. *Invite également* tous les États à enquêter sur les cas de torture et d'autres formes de violence contre les enfants et à en saisir les autorités compétentes pour qu'elles engagent des poursuites et imposent des sanctions disciplinaires ou pénales à ceux qui en sont responsables;

### **III. NON-DISCRIMINATION**

20. *Engage* tous les États au sein desquels existent des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ou des personnes d'origine autochtone à ne pas dénier à un enfant appartenant à une telle minorité ou à un enfant autochtone le droit, avec les autres membres de sa communauté, de jouir de sa culture, de professer et de pratiquer sa religion, et d'utiliser sa propre langue;

#### **Les petites filles**

*Réaffirmant* les paragraphes 26 à 28 de sa résolution 2000/85,

21. *Invite* tous les États à adopter toutes les mesures nécessaires, notamment, le cas échéant, des réformes juridiques :

a) Pour faire en sorte que les filles jouissent pleinement et sur un pied d'égalité de tous les droits et libertés fondamentaux, à prendre des mesures efficaces pour empêcher qu'il y soit porté atteinte et à formuler les programmes et politiques en faveur des petites filles sur la base des droits de l'enfant;

b) Pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des filles, notamment toutes les formes de violence, les pratiques traditionnelles ou coutumières préjudiciables, en particulier les mutilations génitales féminines, les causes profondes de la préférence pour les fils, les mariages pratiqués sans le consentement libre et entier des futurs conjoints et les mariages précoces, en promulguant et en faisant appliquer une législation à cet effet et, le cas échéant, en formulant des plans, des programmes ou des stratégies nationaux détaillés, multidisciplinaires et coordonnés pour la protection des filles;

### **Enfants handicapés**

*Réaffirmant* le paragraphe 29 de sa résolution 2000/85,

22. *Demande* à tous les États de prendre toutes les mesures voulues pour que les enfants handicapés jouissent pleinement et dans des conditions d'égalité de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et, lorsque c'est nécessaire, d'élaborer et d'appliquer des lois contre la discrimination à leur égard pour garantir leur dignité, favoriser leur autonomie et faciliter leur participation active à la vie collective, notamment grâce à un accès effectif et adéquat à une éducation de qualité pour les enfants handicapés et leurs parents, en prenant en compte la situation des enfants handicapés vivant dans la pauvreté;

### **Enfants migrants**

*Réaffirmant* le paragraphe 30 de sa résolution 2000/85,

23. *Demande* à tous les États de veiller, le cas échéant, à ce que les enfants migrants, notamment ceux qui ne sont pas accompagnés, puissent fréquenter l'école, et qu'ils aient également accès aux services sociaux de la meilleure qualité possible, en particulier aux services de santé;

## **IV. PROTECTION ET PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME DES ENFANTS VIVANT DANS DES SITUATIONS PARTICULIÈREMENT DIFFICILES**

### **Enfants qui travaillent ou vivent dans les rues**

*Réaffirmant* le paragraphe 31 de sa résolution 2000/85,

24. *Demande* à tous les États d'empêcher les exécutions sommaires et arbitraires, les actes de torture, toutes les formes de violence et d'exploitation dont sont victimes les enfants qui travaillent ou vivent dans les rues, ainsi que les autres violations de leurs droits, de traduire en justice les auteurs de tels actes, d'adopter et de mettre en œuvre des politiques pour assurer la protection, la réadaptation et la réinsertion de ces enfants et d'adopter des solutions économiques et sociales face aux problèmes des enfants qui travaillent ou vivent dans les rues;

### **Enfants réfugiés ou déplacés dans leur propre pays**

*Réaffirmant* le paragraphe 32 de sa résolution 2000/85,

25. *Engage* tous les États à protéger les enfants réfugiés, les enfants non accompagnés demandeurs d'asile et les enfants déplacés dans leur propre pays, qui sont particulièrement exposés à des risques lors des conflits armés, comme l'enrôlement, la violence sexuelle et l'exploitation, à porter une attention particulière aux programmes de rapatriement librement consenti et, chaque fois que c'est possible, aux programmes d'intégration sur place et de réinstallation, à donner la priorité à la recherche et à la réunification des familles et, le cas échéant, à coopérer avec les organisations internationales d'aide humanitaire et d'aide aux réfugiés;

### **Travail des enfants**

*Réaffirmant* les paragraphes 33 et 34 de sa résolution 2000/85,

26. *Demande* à tous les États de concrétiser leur engagement d'éliminer progressivement et de manière effective les formes du travail des enfants susceptibles d'être dangereuses ou de faire obstacle à l'éducation de l'enfant, ou de nuire à la santé ou au développement physique, mental, spirituel, moral ou social de l'enfant, d'éliminer immédiatement les pires formes de travail des enfants, de conférer à l'éducation un rôle déterminant à cet égard, notamment en créant des possibilités de formation professionnelle et des programmes d'apprentissage et en intégrant dans le système scolaire classique les enfants qui travaillent, ainsi que d'étudier et de concevoir des politiques économiques, si nécessaire, en coopération avec la communauté internationale, pour s'attaquer aux facteurs qui contribuent à ces formes de travail des enfants;

27. *Demande* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier la Convention No 182 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, adoptée en juin 1999;

**Enfants présumés avoir enfreint la législation pénale ou reconnus comme l'ayant enfreinte**

*Réaffirmant* les paragraphes 35 et 36 de sa résolution 2000/85,

28. *Engage* :

a) Les gouvernements de tous les États, en particulier de ceux qui n'ont pas aboli la peine de mort, de respecter les obligations qu'ils ont contractées en vertu des dispositions pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à savoir notamment les articles 37 et 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant et les articles 6 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ayant présentes à l'esprit les garanties énoncées dans les résolutions 1984/50 et 1989/64 du Conseil économique et social;

b) Tous les États à prendre les mesures qui s'imposent pour assurer le respect du principe selon lequel il ne faut recourir qu'en dernier ressort à la privation de liberté des enfants et pour une durée aussi limitée que possible, en particulier avant le procès, et à veiller à ce que les enfants, s'ils sont arrêtés, détenus ou emprisonnés, soient dans toute la mesure possible séparés des adultes, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans leur intérêt supérieur et à prendre également les mesures qui s'imposent pour qu'aucun enfant placé en détention ne soit condamné au travail forcé ni privé de services de santé, d'hygiène et de salubrité, d'éducation et d'instruction de base, en prenant en considération les besoins particuliers des enfants handicapés placés en détention, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant;

**V. PRÉVENTION ET ÉLIMINATION DE LA VENTE D'ENFANTS,  
DE LA PROSTITUTION DES ENFANTS ET DE LA  
PORNOGRAPHIE IMPLIQUANT DES ENFANTS**

*Réaffirmant* les paragraphes 37 à 42 de sa résolution 2000/85,

29. *Invite* tous les États :

a) À prendre toutes les mesures voulues aux niveaux national, bilatéral et multilatéral, notamment à élaborer des lois, politiques, programmes et pratiques nationaux, et à recueillir des données complètes et ventilées par sexe, à faciliter la participation des enfants victimes d'exploitation sexuelle à l'élaboration de stratégies et à garantir l'application effective des instruments internationaux pertinents relatifs à la prévention et à la lutte contre la traite et la vente d'enfants, à quelque fin que ce soit et sous quelque forme que ce soit, notamment la transplantation d'organes de l'enfant à des fins lucratives, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, et encourage tous les acteurs de la société civile, le secteur privé et les organes d'information à coopérer aux efforts déployés à cette fin;

b) À resserrer leur coopération à tous les niveaux pour prévenir la constitution de réseaux de traite d'enfants et démanteler ceux qui existent;

c) À ériger en infractions pénales et à sanctionner par des peines effectives toutes les formes d'exploitation sexuelle des enfants et tous les sévices sexuels dont ils font l'objet, notamment au sein de la famille ou à des fins commerciales, la pornographie impliquant des enfants et la prostitution des enfants, le tourisme sexuel impliquant des enfants et l'utilisation de l'Internet à cet effet, tout en veillant à ce que, dans le traitement des enfants qui en sont victimes par le système de justice pénale, l'intérêt supérieur de l'enfant soit une considération primordiale, et à prendre des mesures efficaces pour que les délinquants, qu'il s'agisse de nationaux ou d'étrangers, soient poursuivis par les autorités nationales compétentes, dans le pays d'origine ou le pays de destination du délinquant, dans le respect des formes légales;

d) À lutter contre l'existence d'un marché qui favorise ces agissements criminels à l'égard des enfants, notamment en prenant des mesures préventives et coercitives contre les clients ou les individus qui exploitent sexuellement des enfants ou leur font subir des sévices sexuels;

30. *Décide* de renouveler pour une période de trois ans le mandat de la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants et lui demande de soumettre un rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-huitième session;



## **VI. PROTECTION DES ENFANTS TOUCHÉS PAR LES CONFLITS ARMÉS**

*Réaffirmant* les paragraphes 43 à 56 de sa résolution 2000/85,

31. *Note* l'importance du débat que le Conseil de sécurité a tenu pour la troisième fois, le 26 juillet 2000, sur les enfants touchés par les conflits armés et l'engagement qu'il a pris d'accorder une attention particulière à la protection, au bien-être et aux droits des enfants dans toutes les mesures qu'il adoptera pour maintenir la paix et la sécurité, et réaffirme le rôle primordial qui incombe à l'Assemblée générale ainsi qu'au Conseil économique et social en matière de promotion et de protection des droits et du bien-être des enfants;

32. *Accueille avec satisfaction* le Programme de Winnipeg pour les enfants touchés par la guerre et les efforts déployés par les organisations régionales, en particulier l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Union européenne, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Organisation des États américains et l'Organisation de l'unité africaine, pour donner dans leurs politiques et programmes une place de premier plan aux droits et à la protection des enfants touchés par les conflits armés;

33. *Prend note* de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, en particulier de ce que y est considéré comme un crime de guerre, le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans ou de les faire participer activement à des hostilités dans des conflits armés internationaux et non internationaux;

34. *Demande* aux États :

a) De cesser d'utiliser des enfants comme soldats en violation des obligations qu'ils ont assumées en vertu du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme;

b) Lorsqu'ils ratifient le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, de relever l'âge minimum de l'enrôlement volontaire dans leurs forces armées nationales par rapport à l'âge fixé au paragraphe 3 de l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en ayant à l'esprit qu'en vertu de la Convention, les personnes âgées de moins de 18 ans ont droit à une protection

spéciale, et d'adopter des mesures pour garantir que l'enrôlement ne soit pas obtenu par la contrainte ou la force;

c) De veiller à ce que les enfants ne soient pas enrôlés de force ou d'office dans leurs forces armées;

d) De prendre toutes les mesures possibles pour empêcher l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par des groupes armés autres que les forces armées d'un État, notamment en adoptant les mesures juridiques nécessaires pour interdire de telles pratiques et les ériger en infraction;

35. *Invite :*

a) Tous les États et les autres parties à des conflits armés à respecter pleinement les dispositions du droit international humanitaire et, à cet égard, invite les États parties à respecter pleinement les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 et des Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant;

b) Tous les États, ainsi que les organes et organismes des Nations Unies et les organisations régionales, à tenir compte des droits de l'enfant dans toutes les activités menées pendant et après les conflits et à faciliter la participation des enfants à l'élaboration de stratégies dans ce domaine, en veillant à ce que les enfants puissent faire entendre leur voix;

c) Tous les États et les organes pertinents des Nations Unies à continuer à appuyer les campagnes nationales et internationales de déminage, notamment par des contributions financières, des programmes de sensibilisation à la question des mines, des opérations de déminage, une assistance aux victimes et des activités de réadaptation axées sur les enfants, en prenant note de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, et se félicite des effets bénéfiques qu'ont sur les enfants les mesures concrètes, législatives et autres, adoptées au sujet des mines antipersonnel, en prenant note également du Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II), relatif à la Convention de 1981 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans

discrimination, et en prenant note de l'application de ces instruments par les États qui en deviennent parties;

36. *Recommande* que, dans tous les cas où des sanctions sont imposées dans le cadre d'un conflit armé, les effets qu'elles peuvent avoir sur les enfants soient évalués et surveillés et que, dans la mesure où des dérogations sont accordées pour des raisons humanitaires, celles-ci soient axées sur l'intérêt des enfants et assorties de directives claires pour leur application, afin de prévoir les éventuels effets néfastes des sanctions, et réaffirme les recommandations de l'Assemblée générale et de la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge;

## **VII. RÉADAPTATION ET RÉINSERTION SOCIALE**

*Réaffirmant* le paragraphe 57 de sa résolution 2000/85,

37. *Encourage* les États à contribuer, notamment par une coopération technique et une assistance financière bilatérales et multilatérales, au respect des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris pour la prévention de toute activité contraire aux droits de l'enfant et pour la réadaptation et la réinsertion sociale des victimes, l'assistance et la coopération devant être apportées en consultation avec les États intéressés et d'autres organisations internationales compétentes;

## **VIII.**

38. *Décide* :

a) De prier le Secrétaire général de présenter à la Commission, à sa cinquante-huitième session, un rapport sur les droits de l'enfant, avec des informations sur l'état de la Convention relative aux droits de l'enfant et sur les problèmes abordés dans la présente résolution;

b) De poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIII.]

**2001/76. Répartition géographique équitable dans la composition des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Réaffirmant* l'importance de l'objectif de la ratification universelle des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme,

*Se félicitant* de l'augmentation sensible du nombre d'États ayant ratifié des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, qui a particulièrement contribué à leur universalité,

*Soulignant* de nouveau l'importance que le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme revêt pour l'application intégrale et effective desdits instruments,

*Rappelant* que, en ce qui concerne l'élection des membres des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, elle a déjà reconnu qu'il importe d'assurer, dans leur composition, une répartition géographique équitable et un équilibre entre hommes et femmes, ainsi que la représentation des principaux systèmes juridiques, et de garder à l'esprit que les membres de ces organes, qui seront élus et siégeront à titre personnel, devront être de la plus haute moralité et avoir une compétence et une impartialité reconnues en matière de droits de l'homme,

*Rappelant également* qu'elle a déjà encouragé les États parties à examiner, à titre individuel et à l'occasion des réunions des États parties, les moyens de mieux donner effet, entre autres, au principe de la répartition géographique équitable dans la composition des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

*Notant avec préoccupation* le déséquilibre régional flagrant de la composition actuelle des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, à l'exception du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, qui applique déjà des quotas pour la répartition des sièges entre les groupes régionaux,

*Notant en particulier* que la situation actuelle est particulièrement préjudiciable à l'élection d'experts de certains groupes régionaux,

*Convaincue* que l'objectif d'une répartition géographique équitable au sein des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme est parfaitement compatible avec la nécessité de garantir l'équilibre entre hommes et femmes, la représentation des principaux systèmes juridiques et l'élection de membres d'une haute moralité et ayant une impartialité et une compétence reconnues dans le domaine des droits de l'homme, et qu'il peut être pleinement atteint tout en répondant à cette nécessité,

1. *Décide* de recommander à l'Assemblée générale d'encourager les États parties aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme à instituer des quotas de répartition par région géographique pour l'élection des membres des organes créés en vertu desdits instruments;

2. *Recommande* d'adopter des procédures souples pour établir les quotas de chaque région géographique pour chaque organe, compte tenu des critères suivants :

a) Chacun des cinq groupes régionaux créés par l'Assemblée générale doit se voir assigner, pour chaque organe créé en vertu d'un instrument international relatif aux droits de l'homme, un quota de sièges correspondant à la proportion du nombre total des États parties à l'instrument considéré que représente le groupe;

b) Il faut prévoir des révisions périodiques de manière à tenir compte de l'évolution de la répartition géographique des États parties;

c) Il faudrait envisager des révisions automatiques périodiques afin d'éviter de devoir modifier le texte de l'instrument en cas de révision des quotas;

3. *Souligne* que le processus nécessaire à la réalisation de l'objectif d'une répartition géographique équitable dans la composition des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme peut contribuer à mieux faire comprendre l'importance de l'équilibre entre hommes et femmes, à assurer la représentation des principaux systèmes juridiques et à concrétiser le principe selon lequel les membres de ces organes, qui sont élus et siègent à titre personnel, doivent être de la plus haute moralité et avoir une impartialité et une compétence reconnues en matière de droits de l'homme;

4. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée par 35 voix contre 15, avec 2 abstentions. Voir chap. XVIII.]

**2001/77. Coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* sa résolution 2000/74 du 26 avril 2000,

*Réaffirmant* que l'un des buts de l'Organisation des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

*Affirmant de nouveau* que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et étroitement liés, que la communauté internationale doit les traiter globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance, et que s'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des États, quels qu'en soient les systèmes politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales,

*Soulignant* que la coopération régionale peut jouer un rôle important pour ce qui est de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Reconnaissant* l'importance d'une approche globale, progressive, pratique et "modulaire" pour renforcer la coopération régionale en vue de la promotion et de la protection des droits de l'homme, tenant compte du rythme et des priorités que les gouvernements des pays de la région de l'Asie et du Pacifique devront fixer par consensus,

*Reconnaissant aussi* l'importance de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, dans un cadre tant formel qu'informel, et le rôle considérable que peuvent jouer les médias en matière de promotion et de protection des droits de l'homme,

*Reconnaissant en outre* l'utile contribution que les institutions nationales indépendantes, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales peuvent apporter dans le domaine des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique,

*Se félicitant* de la convocation du neuvième atelier sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, tenu à Bangkok du 28 février au 2 mars 2001,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/2001/98) et des progrès accomplis dans l'application de sa résolution 2000/74;
2. *Souligne* qu'il est important de relier entre eux, en ce qu'ils se renforcent mutuellement, les quatre domaines que comporte le Cadre de Téhéran pour la coopération technique dans la région de l'Asie et du Pacifique, adopté en 1998 à l'issue du sixième atelier sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, à savoir l'enseignement relatif aux droits de l'homme, les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, les plans d'action nationaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme et le renforcement des capacités nationales, et les stratégies pour la réalisation du droit au développement et des droits économiques, sociaux et culturels;
3. *Souligne également* que le développement et le renforcement des capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, compte tenu des conditions prévalant dans chaque pays, permettront de disposer d'une base très solide pour une coopération régionale efficace et durable dans le domaine des droits de l'homme, dans la région de l'Asie et du Pacifique;
4. *Se félicite* de la contribution qu'a apportée le Gouvernement thaïlandais, en tant qu'hôte du neuvième atelier, à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique;

5. *Fait siennes* les conclusions du neuvième atelier concernant les mesures à prendre pour faciliter le processus de coopération régionale dans la région de l'Asie et du Pacifique;
6. *Se félicite* des débats approfondis qui ont eu lieu lorsque le neuvième atelier a passé en revue les progrès réalisés dans la région de l'Asie et du Pacifique, au cours de l'année écoulée, dans les quatre domaines prioritaires définis par le sixième atelier qui avait adopté le Cadre de Téhéran pour la coopération technique dans la région de l'Asie et du Pacifique;
7. *Se félicite également* du partage précieux et renforcé de données d'expérience nationales concrètes auquel a donné lieu le neuvième atelier en ce qui concerne la mise en œuvre d'activités dans les quatre domaines que comporte le Cadre de Téhéran pour la coopération technique dans la région de l'Asie et du Pacifique;
8. *Note* la contribution des institutions nationales et indépendantes, des organisations intergouvernementales et des représentants d'organisations non gouvernementales au neuvième atelier et l'initiative prise par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'organiser une consultation de participants non gouvernementaux un jour avant l'ouverture officielle du neuvième atelier;
9. *Prend aussi note* de la diversité des opinions qui se sont exprimées, lors du neuvième atelier, à propos des modalités possibles de coopération à l'échelon régional ou sous-régional pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, selon une approche globale, progressive, pratique et "modulaire", ainsi que de l'évaluation entreprise concernant la mise en application du Cadre de Téhéran pour la coopération technique dans la région de l'Asie et du Pacifique;
10. *Prend acte avec intérêt* des débats interactifs qu'il y a eus à l'occasion d'ateliers intersessions sur le rôle des institutions nationales des droits de l'homme dans la promotion des droits des femmes (Fidji, mai 2000), sur le renforcement du rôle des parlements dans la promotion et la protection des droits de l'homme en Asie du Nord-Est (Mongolie, août 2000) et sur les institutions nationales et les droits économiques, sociaux et culturels (Philippines, novembre 2000);



11. *Note* le débat qui a eu lieu lors du neuvième atelier et des ateliers régionaux intersessions, notamment sur tous les obstacles qui entravent la réalisation effective des droits économiques, sociaux et culturels et du droit au développement, et sur la nécessité, pour la coopération internationale, d'appuyer les efforts que déploient les pays pour les surmonter;

12. *Prend également note* des vues échangées au neuvième atelier, selon lesquelles les plans d'action nationaux, l'enseignement relatif aux droits de l'homme et les institutions nationales constituent d'importants instruments de lutte contre le racisme et les formes de discrimination connexes et la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée devrait examiner ce qu'il faut faire pour rendre ces instruments plus efficaces dans ce sens, en particulier pour ce qui est de tous les groupes sociaux vulnérables;

13. *Encourage* tous les États de la région à prendre des mesures concrètes, au niveau national, en ce qui concerne la mise en application du Cadre de Téhéran pour la coopération technique dans la région de l'Asie et du Pacifique et à faire en sorte que les ateliers régionaux organisés selon ce cadre s'accompagnent d'activités pratiques et durables, à l'échelon sous-régional et national, ainsi que de programmes de formation et de sensibilisation destinés aux agents de l'État et aux représentants de groupes professionnels clefs concernés, tels que fonctionnaires de police et de l'administration pénitentiaire, enseignants, juges, avocats et parlementaires;

14. *Accueille avec satisfaction* la création d'institutions nationales indépendantes dans les pays de la région de l'Asie et du Pacifique et salue leur importante contribution au processus de coopération régionale, notamment par le biais des activités du Forum des institutions nationales de défense des droits de l'homme pour la région de l'Asie et du Pacifique, et prend note des débats qui ont eu lieu à ce sujet lors de l'atelier régional pertinent;

15. *Se félicite aussi* de ce qu'a fait le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour susciter des partenariats en vue de réaliser les activités prévues en ce qui le concerne dans le Cadre de Téhéran pour la coopération technique dans la région de l'Asie et du Pacifique afin de renforcer les capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme dans la région;

16. *Encourage* tous les gouvernements de la région de l'Asie et du Pacifique à envisager de tirer parti des possibilités offertes par l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, en vue de renforcer encore les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme et, à cet égard, demande à la Haut-Commissaire de continuer d'accorder l'attention voulue au programme;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-huitième session, un rapport contenant les conclusions du dixième atelier sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, et des informations sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution;

18. *Décide* de poursuivre l'examen de la question de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

*79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001*

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVIII.]

**2001/78. Composition du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies  
aux droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* que, dans son rapport à la Commission spéciale du Conseil économique et social (E/CN.4/1988/85 et Corr.1), elle a réaffirmé que la considération primordiale dans le recrutement du personnel à tous les niveaux était la nécessité de s'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, et qu'elle s'est dite persuadée que cette exigence était compatible avec le principe de la répartition géographique équitable et tenait compte du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies,

*Rappelant également* que, dans les paragraphes 11 et 17 de la section II de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a demandé au Secrétaire général et à l'Assemblée générale d'assurer au Centre pour les droits de l'homme des ressources humaines, financières et autres qui lui soient suffisantes pour exécuter dûment, efficacement et rapidement ses activités, tout en reconnaissant la nécessité d'adapter aux besoins réels les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme,

*Réaffirmant* l'importance des particularismes nationaux et régionaux et de la diversité historique, culturelle et religieuse, de même que de la diversité des systèmes politiques, économiques et juridiques,

*Tenant compte* de la nécessité d'accorder une attention particulière au recrutement, pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de personnes originaires de pays en développement, et d'améliorer ainsi la composition actuelle du personnel en assurant une répartition géographique plus équitable,

*Notant avec préoccupation* que le rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, présenté en application de la résolution 2000/73 de la Commission, en date du 26 avril 2000, au sujet de la composition géographique et des fonctions du personnel du Haut-Commissariat (E/CN.4/2001/100) fait clairement ressortir qu'une des régions est indubitablement surreprésentée dans la composition du personnel et que ce déséquilibre s'est aggravé (voir l'annexe à la présente résolution),

*Se déclarant de nouveau préoccupée* par la sous-représentation des pays en développement au sein du personnel du Haut-Commissariat, compte tenu, en particulier, des critères relatifs à une répartition géographique équitable,

1. *Prend acte* du rapport de la Haut-Commissaire sur la composition du personnel du Haut-Commissariat (E/CN.4/2001/100);

2. *Souscrit de nouveau* à la déclaration faite par la Haut-Commissaire devant la Troisième Commission durant la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, dans laquelle la Haut-Commissaire s'est déclarée prête à favoriser un bon équilibre géographique et

la coopération entre le Nord et le Sud dans un engagement commun à l'égard des droits de l'homme, dans le cadre du processus visant à pourvoir les postes de rang élevé du Haut-Commissariat;

3. *Réaffirme* que la politique du Secrétaire général en matière de recrutement du personnel de l'Organisation doit s'inspirer du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable;

4. *Réaffirme aussi* les résolutions de l'Assemblée générale 49/222 A et B des 23 décembre 1994 et 20 juillet 1995, 51/226 du 3 avril 1997 et 53/221 du 7 avril 1999 relatives à la gestion des ressources humaines;

5. *Réaffirme en outre* le paragraphe 8 de la section IX de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale relative à la gestion des ressources humaines, dans lequel celle-ci demande à nouveau au Secrétaire général de redoubler d'efforts pour améliorer la composition du Secrétariat, en faisant en sorte que la répartition géographique du personnel soit large et équitable dans tous les départements;

6. *Considère* qu'il est nécessaire, dans le cadre du processus continu de restructuration du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de prendre d'urgence des mesures concrètes et immédiates pour modifier la répartition géographique actuelle du personnel du Haut-Commissariat en faveur d'une répartition plus équitable des postes, conformément à l'Article 101 de la Charte, en particulier en recrutant des personnes originaires de pays en développement, notamment aux postes clefs, et, à cet égard, invite la Haut-Commissaire à envisager de créer, au sein du Haut-Commissariat, une équipe spéciale qui serait chargée de coopérer avec les services compétents du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies au recrutement et à la formation de personnes qualifiées, originaires de pays en développement, pour le Haut-Commissariat;

7. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour qu'une attention particulière soit accordée au recrutement de personnes originaires de pays en développement, en particulier d'États Membres sous-représentés, pour occuper les postes vacants ainsi que de nouveaux postes au Haut-Commissariat, afin d'assurer une répartition géographique équitable,

en accordant en particulier la priorité, à cet égard, au recrutement à des postes de haut niveau et à des postes d'administrateur, ainsi qu'au recrutement de femmes;

8. *Prie de nouveau* le Secrétaire général, lorsqu'il signe avec des pays des accords en vertu desquels les services d'administrateurs auxiliaires sont mis à la disposition du Haut-Commissariat, d'engager ces pays à fournir des ressources financières additionnelles pour garantir que des personnes originaires de pays en développement puissent travailler en qualité d'administrateurs auxiliaires, afin de respecter le principe d'une répartition géographique équitable; de plus, il faut créer un mécanisme permanent en vertu duquel le recrutement par le Haut-Commissariat de tout administrateur auxiliaire originaire d'un pays donateur serait accompagné du recrutement d'un autre administrateur auxiliaire, originaire d'un pays en développement;

9. *Souligne* qu'il importe d'annoncer publiquement tous les postes vacants, y compris pour des nominations à titre spécial dans le cadre d'opérations sur le terrain, et notamment de diffuser dans tous les pays, avant que les postes ne soient pourvus, des définitions d'emploi détaillées;

10. *Prie* la Haut-Commissaire de veiller à ce que les administrateurs auxiliaires ne se voient pas confier de tâches politiques sensibles pour lesquelles leur impartialité pourrait être mise en question;

11. *Réaffirme* qu'il importe d'appliquer des critères d'universalité, d'objectivité et de non-sélectivité dans l'examen des questions relatives aux droits de l'homme, et prie la Haut-Commissaire de continuer à veiller à ce que les tâches qui lui ont été assignées, ainsi que celles du Haut-Commissariat, soient exécutées conformément à ces principes;

12. *Souligne* que les fonctionnaires du Haut-Commissariat, qui concourent au fonctionnement de tous les mécanismes de la Commission et des organes créés en vertu d'instruments internationaux, doivent garder leur neutralité et respecter pleinement l'indépendance des activités;

13. *Prie* la Haut-Commissaire de présenter à la Commission, à sa cinquante-huitième session, un rapport complet au sujet de l'application de la présente résolution, comportant notamment :

*a)* Des précisions sur la composition du personnel du Haut-Commissariat, classé en fonction des cinq groupes régionaux reconnus à l'Organisation des Nations Unies, qui ont été établis par l'Assemblée générale (États d'Afrique, États d'Asie, États d'Amérique latine et des Caraïbes, États d'Europe occidentale et autres États, et États d'Europe orientale), et des indications concernant, notamment, la classe, la nationalité et le sexe, y compris pour le personnel qui n'est pas permanent;

*b)* Des précisions sur les mesures adoptées pour améliorer la situation et sur leurs résultats;

*c)* Des recommandations visant à améliorer la situation;

14. *Appelle l'attention* de l'Assemblée générale sur la présente résolution en ce qui concerne l'examen du point de l'ordre du jour relatif à la gestion des ressources humaines;

15. *Décide* d'examiner cette question à sa cinquante-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

# **ANNEXE I**

## **Personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme Répartition géographique (nombre de postes)**

Groupes régionaux	Postes soumis à la répartition géographique		Postes non soumis à la répartition géographique		Total	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001
États d'Afrique	11	10	25	21	36	31
États d'Asie	15	13	1	6	16	19
États d'Amérique latine et des Caraïbes	8	9	8	10	16	19
États d'Europe orientale	5	5	1	6	6	11
États d'Europe occidentale et autres États*	36	41	61	69	97	110
Total	75	78	96	112	171	190

\*Y compris la Suisse et Israël.

## ANNEXE II

### Personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme Répartition géographique (en pourcentage)

Groupes régionaux	Postes soumis à la répartition géographique		Postes non soumis à la répartition géographique		Total	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001
États d'Afrique	15	13	26	19	21	16
États d'Asie	20	17	1	5	9	10
États d'Amérique latine et des Caraïbes	11	11	8	9	9	10
États d'Europe orientale	6	6	1	5	3	6
États d'Europe occidentale et autres États*	48	53	63	62	56	58

\*Y compris la Suisse et Israël.

79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée par 34 voix contre 16, avec deux abstentions, à l'issue d'un vote par appel nominal. Voir chap. XVIII.]

#### **2001/79. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* sa résolution 1993/51 du 9 mars 1993 et ses résolutions ultérieures concernant les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Rappelant également* la résolution 32/127 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1977, et les résolutions ultérieures de l'Assemblée sur la question,

*Ayant à l'esprit* ses résolutions relatives aux services consultatifs et à la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, dont la plus récente est la résolution 2000/80 du 26 avril 2000,



*Ayant également à l'esprit* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, dans lesquels est réaffirmée, notamment, la nécessité d'envisager la possibilité de mettre au point des arrangements régionaux et sous-régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme là où il n'en existe pas encore,

*Rappelant* que la Conférence mondiale a recommandé d'accroître les ressources consacrées au renforcement des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans le cadre du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme,

*Réaffirmant* que les arrangements régionaux jouent un rôle important dans la promotion et la protection des droits de l'homme et devraient renforcer les normes universelles en matière de droits de l'homme énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et contribuer à leur protection,

*Notant* les progrès réalisés à ce jour dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme au niveau régional sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales,

*Considérant* que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les arrangements régionaux concernant les droits de l'homme continue de faciliter les efforts déployés de part et d'autre dans ce domaine et qu'il existe des possibilités de coopération accrue,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme (E/CN.4/2001/97);

2. *Note avec satisfaction* que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme continue de mener des activités de coopération et d'assistance en vue de renforcer encore les arrangements régionaux existants et les mécanismes régionaux

de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier au moyen de la coopération technique portant sur le renforcement des capacités nationales, l'information et l'éducation, pour faciliter l'échange d'informations et de données d'expérience dans le domaine des droits de l'homme;

3. *Note également avec satisfaction*, à cet égard, que le Haut-Commissariat collabore étroitement à l'organisation de cours de formation et d'ateliers régionaux et sous-régionaux dans le domaine des droits de l'homme, de réunions d'experts gouvernementaux de haut niveau et de conférences régionales d'organismes nationaux chargés des droits de l'homme, dont le but est de faire mieux comprendre les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans les différentes régions, d'améliorer les procédures et d'étudier les différents systèmes de promotion et de protection des normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme et d'identifier les obstacles entravant la ratification des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les stratégies qui permettraient de les surmonter;

4. *Considère* par conséquent que tout progrès en ce qui concerne la défense et la protection de tous les droits de l'homme dépend essentiellement des efforts déployés aux plans national et local et que l'approche régionale devrait se traduire par une coopération et une coordination étroites avec tous les partenaires intéressés, compte tenu de l'importance que revêt la coopération internationale;

5. *Souligne* l'importance du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, invite de nouveau tous les gouvernements à envisager d'utiliser la possibilité qu'offre l'Organisation des Nations Unies d'organiser dans le cadre de ce programme des cours d'information ou de formation au niveau national, à l'intention du personnel gouvernemental concerné, sur l'application des normes internationales dans le domaine des droits de l'homme et l'expérience acquise par les organismes internationaux compétents, et note avec satisfaction à cet égard que des projets de coopération technique ont été mis en place avec les gouvernements de pays de toutes les régions;

6. *Se félicite* que les échanges se multiplient entre l'Organisation des Nations Unies et les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, d'une part, et des organisations intergouvernementales régionales comme le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, d'autre part;

7. *Se félicite également* que la Haut-Commissaire ait nommé quatre personnalités réputées dans le domaine des droits de l'homme en qualité de conseillers régionaux qui contribueront beaucoup à la promotion et à la défense des droits de l'homme grâce à l'élaboration de stratégies et à la création de partenariats dans ce domaine, qui faciliteront la coordination de la coopération technique en matière de droits de l'homme dans la région et qui appuieront la coopération régionale en général, par exemple entre les institutions nationales, les organes parlementaires chargés des droits de l'homme, les barreaux nationaux et les organisations non gouvernementales;

8. *Rappelle* à cet égard les résultats positifs d'une présence en Afrique australe, ce dont le Haut-Commissariat pourra s'inspirer dans l'élaboration de son approche régionale;

9. *Prend note avec intérêt* du programme pour l'Afrique élaboré par le Haut-Commissariat et de l'objectif que s'est fixé celui-ci de resserrer sa coopération avec l'Organisation de l'unité africaine afin de passer périodiquement en revue les besoins qui existent en matière de droits de l'homme dans les différentes sous-régions;

10. *Prend note également avec intérêt* de l'échange accru et utile, lors du neuvième Atelier sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, de données d'expérience nationales concernant la mise en œuvre du Cadre de coopération technique de Téhéran, qui contribue à la promotion et à la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région;

11. *Prend note en outre avec intérêt* du Cadre de Quito pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, qui constitue la base de la stratégie régionale du Haut-Commissariat et qui vise à renforcer les capacités nationales de

promotion des droits de l'homme en Amérique latine et dans les Caraïbes, et, à cet égard, se félicite de la création à Mexico, en novembre 2000, d'un réseau régional d'institutions nationales;

12. *Se félicite* que le Haut-Commissariat continue de coopérer avec les organisations régionales en Europe et en Asie centrale, en particulier pour élaborer, à titre prioritaire, une approche régionale visant à prévenir le trafic d'êtres humains;

13. *Invite* les États des régions où il n'existe pas encore d'arrangements régionaux dans le domaine des droits de l'homme à envisager de conclure des accords visant à mettre en place, dans leurs régions respectives, des mécanismes régionaux appropriés pour la promotion et la protection des droits de l'homme;

14. *Prie* le Secrétaire général de continuer, comme le prévoit le programme 19 (Droits de l'homme) du plan à moyen terme pour la période 1998-2001, à renforcer les échanges entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales qui s'occupent de questions relatives aux droits de l'homme et de dégager, au titre du budget ordinaire de la coopération technique, des ressources permettant au Haut-Commissariat d'œuvrer en faveur des arrangements régionaux;

15. *Prie* la Commission des droits de l'homme de continuer à prêter une attention particulière aux moyens les plus appropriés d'apporter aux pays des différentes régions qui en font la demande une assistance dans le cadre du programme de coopération technique et de faire, le cas échéant, les recommandations voulues;

16. *Invite* le Secrétaire général à fournir dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session, des renseignements sur les progrès accomplis, depuis l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, en ce qui concerne le renforcement des échanges d'informations et de la collaboration entre les organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme et les organisations régionales dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, à sa cinquante-neuvième session, un rapport sur l'état des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, de formuler des propositions et des recommandations concrètes sur les moyens de renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les mécanismes régionaux dans le domaine des droits de l'homme, et de consigner dans son rapport les résultats des mesures prises en application de la présente résolution;

18. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-neuvième session.

79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVIII.]

**2001/80. Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Rappelant* les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 48/134 du 20 décembre 1993, et ses propres résolutions relatives aux institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Se félicitant* de l'intérêt rapidement croissant manifesté partout dans le monde pour la création et le renforcement d'institutions nationales indépendantes et pluralistes pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Convaincue* du rôle important que jouent ces institutions nationales, lorsqu'il s'agit de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que de faire plus largement connaître ces droits et libertés et d'y sensibiliser l'opinion,

*Reconnaissant* qu'il revient à chaque État de choisir, pour la création d'une institution nationale, le cadre juridique le plus adapté, compte tenu des besoins et des circonstances qui sont les siens, pour garantir la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme,

*Rappelant* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (A/CONF.157/23), qui ont réaffirmé le rôle important et constructif que jouent les institutions nationales de défense des droits de l'homme et le rôle dont elles s'acquittent pour ce qui est de remédier aux violations de ces droits, de diffuser des informations au sujet de ceux-ci et de dispenser un enseignement les concernant,

*Prenant note* du Programme d'action (voir A/CONF.157/NI/6) adopté par les institutions nationales réunies à Vienne, du 14 au 16 juin 1993, pendant la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, dans lequel il a été recommandé de renforcer les activités et les programmes des Nations Unies pour répondre aux demandes d'assistance des États qui souhaitent créer ou renforcer leurs institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme,

*Accueillant avec satisfaction* le renforcement de la coopération internationale entre les institutions nationales de défense des droits de l'homme, grâce, en particulier, au Comité international de coordination créé par les institutions nationales,

*Accueillant avec satisfaction également* le renforcement dans toutes les régions de la coopération régionale entre les institutions nationales de défense des droits de l'homme ainsi qu'entre ces institutions et d'autres forums régionaux des droits de l'homme, et prenant note à cet égard de l'établissement, en novembre 2000, du Réseau d'institutions nationales de défense des droits de l'homme dans les Amériques,

*Notant* qu'il importe que les institutions nationales participent d'une manière appropriée aux réunions de l'Organisation des Nations Unies consacrées aux droits de l'homme,

1. *Réaffirme* l'importance de la mise en place d'institutions nationales efficaces, indépendantes et pluralistes pour la promotion et la protection des droits de l'homme, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, figurant en annexe à la résolution 48/134 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993;

2. *Encourage* les États à créer de telles institutions ou à les renforcer, là où elles existent déjà, comme indiqué dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne;

3. *Reconnaît* que les institutions nationales peuvent jouer un rôle capital pour ce qui est de promouvoir et de garantir l'indivisibilité et l'interdépendance de tous les droits de l'homme et demande à tous les États de veiller à ce que tous les droits de l'homme soient dûment pris en considération dans les mandats des institutions nationales de défense des droits de l'homme qui seront créées;

4. *Accueille avec satisfaction* les décisions, annoncées par un nombre croissant d'États, de créer ou d'envisager de créer des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, notamment la tendance à l'établissement de telles institutions dans les pays développés;

5. *Prend note avec satisfaction* des efforts que déploient les États qui accordent à leurs institutions nationales une plus grande autonomie et indépendance, notamment en leur conférant une fonction d'enquête ou en renforçant cette fonction, et encourage d'autres États à envisager de prendre des mesures analogues;

6. *Reconnaît* le rôle important et constructif que les particuliers, les groupes et les organes de la société peuvent jouer afin de mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme, et encourage les institutions nationales dans leurs efforts pour nouer des partenariats et accroître la coopération avec la société civile;

7. *Se félicite* de la pratique des institutions nationales, conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, qui consiste à participer, d'une manière appropriée, en leur nom propre, aux réunions de la Commission des droits de l'homme et de ses organes subsidiaires;

8. *Constate avec satisfaction* que, dans certaines régions, les institutions nationales continuent de convoquer des réunions régionales et que, dans d'autres régions, elles commencent à le faire, et encourage les institutions nationales à organiser, en coopération avec la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, des activités similaires avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales dans leur propre région;

9. *Affirme* le rôle important que jouent les institutions nationales de défense des droits de l'homme, agissant en coopération avec d'autres mécanismes de promotion et de protection

des droits de l'homme, dans la lutte contre la discrimination raciale et les formes apparentées de discrimination et dans la protection et la promotion des droits fondamentaux des femmes et des droits des groupes particulièrement vulnérables, notamment les enfants et les handicapés, et dans ce contexte :

a) Se félicite de la participation des institutions nationales aux préparatifs de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, aux niveaux national, régional et mondial, et invite instamment ces institutions à participer activement à la Conférence proprement dite;

b) Se félicite de la participation des institutions nationales à l'examen quinquennal de l'application du Programme d'action adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

c) Encourage les institutions nationales à participer aux préparatifs aux niveaux national, régional et mondial de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants;

10. *Réaffirme* le rôle des institutions nationales, là où elles existent, en tant qu'organes qualifiés notamment pour diffuser les documents relatifs aux droits de l'homme et participer à d'autres activités d'information durant la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004);

11. *Félicite* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'avoir accordé la priorité à la création et au renforcement d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, notamment dans le cadre de la coopération technique, et invite le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à continuer de renforcer son rôle de coordination dans ce domaine et à allouer les ressources nécessaires à ces activités;

12. *Exprime sa gratitude* aux gouvernements qui ont versé des contributions additionnelles aux fins de la création d'institutions nationales de défense des droits de l'homme et du renforcement de celles qui existent;

13. *Se félicite* du rôle important que joue le Comité de coordination des institutions nationales, en étroite coopération avec le Haut-Commissariat, pour ce qui est de vérifier la



conformité avec les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme et d'aider les gouvernements et les institutions nationales, sur leur demande, à donner suite aux résolutions et recommandations pertinentes concernant le renforcement des institutions nationales;

14. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir, dans les limites des ressources existantes, l'assistance nécessaire pour que le Comité de coordination se réunisse pendant les sessions de la Commission, sous les auspices du Haut-Commissariat et en coopération avec celui-ci;

15. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à fournir, dans les limites des ressources existantes et des disponibilités du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, l'assistance nécessaire aux réunions internationales et régionales des institutions nationales;

16. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa cinquante-huitième session, sur l'application de la présente résolution;

17. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-huitième session.

79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVIII.]

#### **2001/81. Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme**

*La Commission des droits de l'homme,*

*S'inspirant* des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et les autres instruments applicables relatifs aux droits de l'homme,

*Rappelant* sa résolution 2000/81 du 26 avril 2000,

*Ayant à l'esprit* la Déclaration du Président du Conseil de sécurité relative à la situation en Somalie, du 11 janvier 2001 (PRST/2001/1), le rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie du 19 décembre 2000 (S/2000/1211), la résolution 1265 (1999) du Conseil de sécurité du 17 décembre 1999 sur la protection des civils en période de conflit armé, le rapport du Secrétaire général sur la protection des activités d'assistance humanitaire aux réfugiés et autres personnes touchés par un conflit (S/1998/883) et la résolution 54/192 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1998, intitulée "Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies",

*Rappelant* la résolution 751 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 24 avril 1992, sur la situation en Somalie,

*Reconnaissant* que le peuple somalien est responsable au premier chef du processus de réconciliation nationale et que c'est à lui qu'il appartient de décider librement des systèmes politique, économique et social dont il souhaite se doter,

*Constatant avec satisfaction* les efforts faits par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des États arabes, l'Union européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, le Mouvement des pays non alignés, les pays de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le Forum des partenaires de l'Autorité intergouvernementale en faveur de la paix,

*Notant avec satisfaction* que, en dépit de toutes les difficultés, la population des régions septentrionales de la Somalie continue de jouir d'une paix et d'une stabilité relatives et de bénéficier de services de base,

*Considérant* que les Somaliens ne doivent pas être abandonnés par la communauté internationale et que la question des droits de l'homme doit être inscrite à l'ordre du jour des entretiens sur l'avenir de la Somalie,

*Approuvant* l'initiative prise par le Président de la République de Djibouti de promouvoir la paix et la réconciliation nationale en Somalie en convoquant la Conférence d'Arta, qui a conduit à l'établissement du Gouvernement national de transition et de l'Assemblée nationale de transition, et prenant note avec satisfaction de l'élan imprimé au processus de réconciliation nationale par l'Autorité intergouvernementale pour le développement,

*Se félicitant* du travail accompli dans le domaine humanitaire pour promouvoir et protéger les droits de l'homme par des groupements de la société civile somalienne et par des organisations non gouvernementales, notamment des organisations humanitaires,

*Notant avec inquiétude* que certaines parties somaliennes, y compris les secteurs du pays, "Somaliland" et "Puntland", qui s'administrent eux-mêmes, et certains mouvements armés n'ont pas encore participé au processus de réconciliation nationale fondé sur la Conférence d'Arta,

*Notant aussi avec inquiétude* que la situation humanitaire et en matière de sécurité reste fragile dans plusieurs régions de la Somalie, y compris à Mogadishu,

*Consciente* des énormes difficultés auxquelles la Somalie se heurte pour ce qui est de fournir une assistance dans l'immédiat, ainsi que pour assurer sa reconstruction et son développement,

*Soulignant* que le processus de paix en Somalie doit se poursuivre et être mené à bien par le dialogue et non par le recours à la force,

*Tenant compte* de la note du secrétariat sur la situation des droits de l'homme en Somalie (E/CN.4/2001/105),

1. *Se félicite* :

a) De l'établissement du Gouvernement national de transition et de l'Assemblée nationale de transition issus de la Conférence de paix d'Arta, qui constitue une étape importante dans le processus de paix en Somalie;

b) De l'appui apporté par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, grâce à la désignation d'un fonctionnaire des droits de l'homme pour la Somalie installé à Nairobi et relevant du bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies pour les affaires humanitaires en Somalie, et forme l'espoir qu'il pourra continuer à fournir une aide concrète au peuple somalien en s'acquittant de son mandat;

c) Du fait qu'un certain nombre d'organismes des Nations Unies ont intégré dans leurs programmes les questions relatives aux droits de l'homme;

d) De l'invitation faite au Secrétaire général par le Conseil de sécurité d'élaborer une proposition concernant une mission de consolidation de la paix pour la Somalie, lorsque la situation en matière de sécurité le permettrait et d'établir un fonds d'affectation spéciale pour qu'il puisse y être donné suite;

2. *Insiste* sur le fait qu'il est indispensable que la composante droits de l'homme fasse partie intégrante de toute mission de consolidation de la paix pour la Somalie que pourrait mettre sur pied l'Organisation des Nations Unies;

3. *Exprime l'espoir* que grâce au processus de réconciliation nationale, le Gouvernement national de transition et l'Assemblée nationale de transition contribueront au rétablissement de l'État, à la préservation de l'unité nationale et à l'intégrité territoriale du pays;

4. *Se déclare profondément préoccupée* par les informations faisant état de viols, d'exécutions arbitraires et sommaires, de tortures et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et de violences, en particulier à l'égard des femmes et des enfants, ainsi que par l'absence d'un système judiciaire efficace, à même de garantir le droit à un procès équitable, conformément aux normes internationales, et prend note de la nécessité de mener une enquête appropriée dans toute la Somalie en vue de traduire les coupables devant la justice;

5. *Condamne* :

a) Les violations massives et continues des droits de l'homme et du droit humanitaire et les atteintes généralisées à ces droits dont sont victimes en particulier les minorités, les femmes et les enfants, ainsi que les déplacements forcés de civils;

b) Toutes les violations du droit international humanitaire, notamment le recrutement forcé ou obligatoire d'enfants aux fins de leur utilisation dans un conflit armé et l'utilisation de ces enfants, par les milices, dans un conflit armé;

c) Tous les actes de violence tels que les prises d'otage, les enlèvements et les assassinats, en particulier de personnel chargé des opérations de secours humanitaire et de personnel des institutions des Nations Unies, en particulier l'enlèvement récent, à Mogadishu,

par des milices appartenant à des mouvements armés, de fonctionnaires des Nations Unies et de personnel d'organisations non gouvernementales apportant des secours humanitaires;

6. *Demande avec insistance* au Gouvernement national de transition, à l'Assemblée nationale de transition et à toutes les parties et administrations de la Somalie :

a) De créer un environnement qui engage ceux qui n'ont pas participé à la Conférence d'Arta à s'associer au processus de réconciliation, aux fins d'élargir et d'approfondir celui-ci;

b) De respecter les droits de l'homme et les normes du droit international humanitaire qui sont énoncés dans les instruments internationaux, en particulier ceux qui se rapportent aux conflits armés internes;

c) D'appuyer le rétablissement de l'état de droit partout dans le pays, en particulier en appliquant les normes de justice pénale reconnues sur le plan international;

d) De protéger le personnel des Nations Unies, le personnel assurant les secours humanitaires et les représentants des organisations non gouvernementales et des médias internationaux, de leur faciliter la tâche et de garantir à toutes les personnes engagées dans l'action humanitaire la liberté de circuler partout dans le pays et le libre accès, en toute sécurité, aux civils ayant besoin de protection et d'assistance humanitaire;

7. *Engage* :

a) Le Gouvernement national de transition et l'Assemblée nationale de transition à poursuivre, dans un esprit de dialogue constructif, le processus consistant à engager tous les groupes du pays, y compris les secteurs qui s'administrent eux-mêmes au nord-est et au nord-ouest ("Somaliland" et "Puntland"), en vue de mener à bien le processus de réconciliation nationale, et de préparer la mise en place, par des voies démocratiques, de mécanismes de bonne gouvernance permanents;

b) Les autorités du "Somaliland" et du "Puntland" qui s'administrent eux-mêmes à établir des relations constructives avec les institutions qui sont issues du processus d'Arta;

*c)* Tous les groupements, en particulier les mouvements armés, à soutenir les efforts de démobilisation entrepris par le Gouvernement national de transition et par l'Assemblée nationale de transition, à y participer;

*d)* Tous les États à s'abstenir de toute intervention militaire dans la situation interne de la Somalie et à respecter l'embargo sur les armes;

*e)* Les organisations sous-régionales, régionales et internationales ainsi que les pays intéressés à poursuivre et à intensifier leurs efforts coordonnés visant à favoriser le processus de réconciliation nationale en Somalie, conscients du fait que la coexistence pacifique de toutes les parties et de tous les groupes est une condition importante pour assurer le respect des droits de l'homme;

*f)* Les pays donateurs, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à continuer à intégrer les principes des droits de l'homme et les objectifs qu'ils visent dans les activités humanitaires et de développement qu'ils mènent en Somalie, et à coopérer avec le prochain expert indépendant;

*g)* La communauté internationale à continuer de fournir, en réponse aux appels de l'Organisation des Nations Unies, une aide durable et accrue en faveur des efforts de secours, de remise en état et de reconstruction dans toutes les régions de la Somalie, notamment ceux qui visent à renforcer la société civile, à encourager la bonne gouvernance, à rétablir l'état de droit et à appuyer les activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme concernant la Somalie;

*h)* Tous les États qui disposent de renseignements sur les violations des dispositions de la résolution 733 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 23 janvier 1992, concernant l'application d'un embargo obligatoire sur les armes à l'encontre de la Somalie, à communiquer ces renseignements au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie, en vue de soutenir les travaux du Comité;

*i)* L'Organisation des Nations Unies, ses États Membres et les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et les institutions de Bretton Woods à aider le Gouvernement national de transition, l'Assemblée nationale de transition et les régions qui

ont instauré la paix et la stabilité en s'administrant elles-mêmes à faire face aux énormes difficultés auxquelles la Somalie est confrontée pour assurer sa reconstruction et son développement et pour apporter dans l'immédiat une assistance d'urgence, en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme, la démobilisation (une attention spéciale devant être portée à la lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles), le désarmement et le relèvement des infrastructures de base;

8. *Félicite* l'ancienne experte indépendante pour son action et demande au Secrétaire général de nommer un nouvel expert indépendant;

9. *Invite* les gouvernements et les organisations en mesure de le faire à répondre favorablement aux demandes d'aide que pourrait leur adresser le Secrétaire général afin de mettre en œuvre la présente résolution;

10. *Prie* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de prendre les dispositions voulues pour assurer la traduction, dans la langue somalienne, de la présente résolution, accompagnée d'une note explicative d'information appropriée, ainsi qu'une large diffusion de ce texte dans le pays, par l'intermédiaire du fonctionnaire des droits de l'homme pour la Somalie installé à Nairobi;

11. *Décide* :

a) De proroger d'un an le mandat de l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie et prie le futur expert indépendant de lui présenter un rapport à sa cinquante-huitième session;

b) De prier le Secrétaire général de continuer à fournir également au futur expert indépendant toute l'aide dont il pourra avoir besoin dans l'exécution de son mandat et, dans les limites des ressources globales de l'Organisation des Nations Unies, des ressources suffisantes pour financer les activités que mènent l'expert indépendant et la Haut-Commissaire en vue de fournir des services consultatifs et une assistance technique;

c) De poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-huitième session au titre du même point de l'ordre du jour.

79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIX.]

## **2001/82. Situation des droits de l'homme au Cambodge**

*La Commission des droits de l'homme,*

*Guidée* par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

*Rappelant* l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge, signé à Paris le 23 octobre 1991, y compris la partie III de l'Accord, relative aux droits de l'homme,

*Ayant à l'esprit* sa résolution 2000/79 du 26 avril 2000, la résolution 55/95 de l'Assemblée générale en date du 4 décembre 2000 et les précédentes résolutions applicables,

*Constatant* que les tragiques événements de l'histoire du Cambodge exigent l'adoption de mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme de toutes les personnes au Cambodge et empêcher le retour aux politiques et aux pratiques du passé, comme il est stipulé dans l'Accord signé à Paris le 23 octobre 1991,

*Souhaitant* que la communauté internationale continue de prendre des mesures concrètes pour aider à enquêter sur les tragiques événements de l'histoire du Cambodge et, notamment, sur les responsables des crimes commis dans le passé en violation du droit international, tels que les actes de génocide et les crimes contre l'humanité commis par le régime du Kampuchea démocratique entre 1975 et 1979,

*Ayant à l'esprit* la demande formulée en juin 1997 par les autorités cambodgiennes, qui sollicitaient une assistance pour prendre les mesures qu'appelaient les graves violations du droit cambodgien et du droit international commises dans le passé, les lettres datées du 15 mars 1999,



adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (A/53/850-S/1999/231) et le rapport du Groupe d'experts nommé par le Secrétaire général y annexé, ainsi que les discussions tenues entre le Gouvernement cambodgien et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies au sujet des normes et des procédures à appliquer pour traduire en justice les dirigeants khmers rouges particulièrement responsables des violations des droits de l'homme les plus graves commises dans les années 1975 à 1979,

*Consciente* de la préoccupation légitime du Gouvernement et du peuple cambodgiens dans la quête de principes de justice internationalement acceptés et de la réconciliation nationale,

*Considérant* que l'obligation faite aux auteurs de graves violations des droits de l'homme de rendre compte, individuellement, de leurs actes, est l'un des éléments fondamentaux de tout recours effectif pour les victimes et un facteur clef pour ce qui est de garantir un système judiciaire juste et équitable et, en fin de compte, la réconciliation et la stabilité à l'intérieur d'un État,

*Prenant note avec satisfaction* du rôle que la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme continue de jouer dans la promotion et la protection des droits de l'homme au Cambodge,

## **I. SOUTIEN DE L'ONU ET COOPÉRATION AVEC L'ONU**

1. *Prie* le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour les droits de l'homme au Cambodge et en collaboration avec le bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Cambodge, d'aider le Gouvernement cambodgien à assurer la protection des droits fondamentaux de chacun au Cambodge et de prévoir les ressources nécessaires pour que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme puisse maintenir sa présence opérationnelle dans le pays et pour que le Représentant spécial puisse continuer à s'acquitter de ses tâches avec diligence;

2. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur le rôle joué et le travail accompli par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans le cadre de l'aide qu'il apporte au Gouvernement et au peuple cambodgiens pour promouvoir et protéger les droits de l'homme (E/CN.4/2001/102);

3. *Accueille également avec satisfaction* le rapport du Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge (E/CN.4/2001/103), félicite le Gouvernement cambodgien de l'esprit d'ouverture et de coopération dont il a fait preuve au cours des visites du Représentant spécial et l'encourage à poursuivre sa coopération à tous les niveaux gouvernementaux et appuie l'appel lancé par le Représentant spécial pour accroître l'assistance internationale en faveur du Cambodge et pour continuer à contribuer à la réduction de la pauvreté;

4. *Prie* le Gouvernement cambodgien et le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme de signer sans plus tarder le mémorandum d'accord visant à proroger l'accord prévoyant l'exécution du mandat du bureau au Cambodge au-delà de mars 2000, note avec regret les retards survenus jusqu'à présent dans le processus et encourage le Gouvernement cambodgien à continuer à collaborer avec le bureau;

5. *Constate avec satisfaction* que le Secrétaire général prélève sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Programme d'éducation en matière de droits de l'homme au Cambodge les ressources nécessaires pour financer le programme d'activités assigné au bureau du Haut-Commissaire au Cambodge, défini dans les résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission, et invite les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les fondations et les particuliers à envisager de verser des contributions au Fonds;

## **II. RÉFORME ADMINISTRATIVE, LÉGISLATIVE ET JUDICIAIRE**

6. *Note avec préoccupation* les problèmes qui continuent de se poser pour ce qui est de l'état de droit et du fonctionnement de la justice, notamment les problèmes de corruption, en particulier les interventions du pouvoir exécutif dans l'action indépendante de la magistrature, se félicite de l'engagement pris à nouveau par le Gouvernement de réformer le pouvoir judiciaire, le félicite des efforts qu'il a entrepris pour élaborer les lois et les codes qui sont des éléments essentiels du cadre juridique de base et l'invite instamment à continuer à prendre les mesures nécessaires pour promouvoir l'indépendance et l'impartialité du Conseil suprême de la magistrature et du système judiciaire dans son ensemble;

7. *Exhorte* le Gouvernement cambodgien à continuer de prendre les mesures nécessaires pour mettre en place un système judiciaire indépendant, impartial et efficace, et notamment à adopter sans tarder le projet de statut des magistrats, un code pénal, un code de procédure pénale, un nouveau code civil et un code de procédure civile, et à réformer l'administration de la justice ainsi qu'à intensifier la formation des juges et des avocats et engage la communauté internationale à aider le Gouvernement cambodgien à cette fin;

8. *Se félicite* de l'adoption par le Gouvernement cambodgien du plan d'action dans le domaine de la gouvernance, encourage sa mise en œuvre rapide et engage la communauté internationale à aider le Gouvernement dans cette tâche;

9. *Se déclare gravement préoccupée* par la persistance de la situation d'impunité au Cambodge, reconnaît l'engagement pris et les efforts déployés par le Gouvernement cambodgien pour faire face à ce problème, engage celui-ci à prendre d'autres mesures, à titre hautement prioritaire, pour enquêter d'urgence, conformément aux procédures régulières et aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, sur tous les crimes graves qui ont été commis, y compris les violations des droits de l'homme, et poursuivre les responsables et encourage la communauté internationale à offrir des moyens, sous forme notamment d'assistance ou de conseils techniques, afin d'aider le Gouvernement à s'acquitter de l'engagement qu'il a pris lui-même de traduire les auteurs devant la justice de façon plus efficace;

10. *Note avec intérêt* les efforts déployés par le Gouvernement cambodgien pour réformer son appareil policier et militaire et son intention déclarée d'en réduire les effectifs, se félicite de l'adoption du Livre blanc sur la défense nationale, encourage le Gouvernement à le mettre en œuvre et à continuer d'apporter des réformes efficaces, y compris à procéder à des réductions visant à mettre en place des forces militaires et policières professionnelles et impartiales et invite la communauté internationale à continuer à apporter son aide au Gouvernement à cette fin;

11. *Se félicite* de la promulgation de la loi sur l'administration des communes/sangkat et de la loi sur l'élection des conseils des communes/sangkat, reconnaît et souligne l'importance du fonctionnement indépendant et transparent de la Commission électorale nationale, exhorte le Gouvernement cambodgien à organiser des élections communales libres et équitables, telles

qu'elles sont prévues pour le 3 février 2002, et encourage la communauté internationale à aider le Gouvernement cambodgien à cette fin;

12. *Se déclare gravement préoccupée* par les conditions qui règnent dans les prisons au Cambodge, prend note avec intérêt de certains efforts importants déployés pour améliorer le système carcéral, recommande la poursuite de l'aide internationale visant à améliorer les conditions matérielles de détention et demande au Gouvernement cambodgien de prendre d'autres mesures pour améliorer les conditions de détention, en particulier afin de résoudre le problème du surpeuplement, d'assurer le minimum requis de nourriture et de soins de santé et de répondre aux besoins particuliers des femmes et des enfants, notamment en coordonnant le rôle du Département des services de santé dans les prisons avec celui du Ministère de la santé, des autorités provinciales et des organisations non gouvernementales actives dans ce domaine;

### **III. VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET VIOLENCE**

13. *Se déclare gravement préoccupée* par la persistance des violations des droits de l'homme, y compris la pratique de la torture, la durée excessive de la détention avant jugement, les violations des droits des travailleurs et les expulsions forcées, ainsi que par l'absence manifeste de protection contre les lynchages, tels qu'ils sont décrits dans le rapport du Représentant spécial, et note quelques progrès réalisés par le Gouvernement cambodgien dans le traitement de ces questions;

14. *Note avec préoccupation* les informations qui continuent à faire état de violences et d'intimidation liées à l'activité politique, telles qu'elles sont décrites dans le rapport du Représentant spécial, se félicite des enquêtes menées par les autorités cambodgiennes sur certains cas de violence et engage le Gouvernement à entreprendre d'autres enquêtes, conformément aux engagements qu'il a pris, et à prendre les mesures appropriées pour lutter à l'avenir contre la violence et l'intimidation liées aux activités politiques, en particulier lors du dernier tour des élections communales;

15. *Demande instamment* qu'il soit mis fin à la violence et aux dénigrements raciaux à l'encontre des minorités ethniques, notamment des Vietnamiens et exhorte le Gouvernement cambodgien à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher de tels actes de violence et à s'acquitter des obligations qui lui incombent en tant que partie à la Convention internationale sur

l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, notamment en sollicitant l'assistance technique nécessaire;

#### **IV. LE TRIBUNAL DES KHMERS ROUGES**

16. *Réaffirme* que les plus graves violations des droits de l'homme perpétrées au Cambodge au cours de l'histoire récente l'ont été par les Khmers rouges, se félicite de la chute définitive de ces derniers, qui a permis de rétablir la paix et la stabilité et d'en arriver à la réconciliation nationale au Cambodge ainsi que d'ouvrir des enquêtes et de poursuivre les dirigeants des Khmers rouges et note avec intérêt les mesures prises par le Gouvernement cambodgien pour traduire en justice les dirigeants khmers rouges tout particulièrement responsables des plus graves violations des droits de l'homme;

17. *Se félicite* des progrès réalisés sur la voie de l'adoption par le Parlement d'un projet de loi relatif à la création de chambres spéciales des tribunaux cambodgiens pour la poursuite des auteurs de crimes commis au cours de la période du Kampuchea démocratique, engage le Gouvernement cambodgien à mener à bien sans délai les dernières procédures nécessaires permettant la création des chambres spéciales et leur fonctionnement, engage instamment le Gouvernement à veiller à ce que les dirigeants khmers rouges soient traduits en justice conformément aux normes internationales de la justice, de l'équité et des règles de la défense, encourage le Gouvernement à continuer à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine et se félicite des efforts déployés par le Secrétariat et la communauté internationale pour venir en aide au Gouvernement à cette fin;

#### **V. DROITS DES TRAVAILLEURS ET PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS**

18. *Se félicite* de la création d'une commission interministérielle chargée de recevoir les plaintes des travailleurs et des mesures prises par le Gouvernement cambodgien pour mettre en place une équipe de surveillance des droits des travailleurs et note avec intérêt que des programmes de formation ont été mis en place à l'intention des inspecteurs du travail sur le Code cambodgien du travail et les droits du travail au Cambodge;

19. *Se félicite également* des progrès réalisés dans le cadre du plan d'action quinquennal du Gouvernement cambodgien, en particulier par le Ministère des affaires féminines et des

anciens combattants, pour améliorer la condition de la femme et engage le Gouvernement cambodgien à continuer à prendre les mesures appropriées pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, pour lutter contre la violence contre les femmes sous toutes ses formes, notamment contre le trafic et l'exploitation sexuelle, et à prendre toutes les mesures pour s'acquitter de ses obligations en tant qu'État partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, notamment en demandant une assistance technique;

20. *Prie* le Gouvernement cambodgien de continuer à lutter contre les problèmes du trafic et de l'exploitation sexuelle des enfants, à améliorer leur situation sanitaire et leur accès à l'éducation, à mettre en place et à promouvoir des services gratuits et accessibles d'enregistrement des naissances et à créer un système adéquat de justice pour mineurs, félicite le Conseil national cambodgien des enfants d'avoir organisé un atelier de suivi des observations finales du Comité des droits de l'enfant et invite la communauté internationale à continuer à apporter son aide au Gouvernement à cette fin;

21. *Se déclare gravement préoccupée* par le problème du travail des enfants sous ses pires formes, demande au Gouvernement cambodgien d'assurer aux enfants des conditions sanitaires et sécuritaires satisfaisantes et de déclarer illégales, en particulier, les pires formes de travail des enfants, invite l'Organisation internationale du Travail à continuer d'apporter l'assistance nécessaire à cet effet et encourage le Gouvernement cambodgien à envisager de ratifier la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (Convention No 182);

## **VI. PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME**

22. *Reconnaît* l'importance de l'éducation et de la formation concernant les droits de l'homme au Cambodge, félicite le Gouvernement cambodgien, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la société civile des efforts qu'ils déploient dans ce domaine, encourage en outre le renforcement et la diffusion plus large des programmes dans ce domaine et invite la communauté internationale à continuer à appuyer les efforts dans ce sens;

23. *Félicite* les organisations non gouvernementales présentes au Cambodge pour le rôle essentiel qu'elles jouent, notamment à l'appui du développement de la société civile, et encourage le Gouvernement cambodgien à assurer la protection de ces organisations de défense des droits de l'homme et de leurs membres et à continuer à coopérer étroitement avec les organisations non gouvernementales dans les efforts visant à renforcer et à défendre les droits de l'homme au Cambodge, en particulier à l'occasion des élections communales;

24. *Prend note avec intérêt* des activités entreprises par le Comité gouvernemental cambodgien des droits de l'homme, la Commission parlementaire des droits de l'homme et des recours et la Commission des droits de l'homme et des recours du Sénat et souligne qu'il importe de renforcer la confiance dans ces institutions;

25. *Encourage* le Gouvernement cambodgien à poursuivre ses efforts visant à mettre en place un mécanisme national indépendant de promotion et de protection des droits de l'homme, fondé sur les principes relatifs au statut des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, soit les "Principes de Paris", en coopérant étroitement avec la société civile, et prie le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de continuer à fournir des conseils et une assistance technique à cette fin;

26. *Prie* le Gouvernement cambodgien de donner suite aux recommandations formulées par les organes de suivi des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme concernant les rapports qu'il leur a présentés, demande au Gouvernement de respecter ses obligations de présentation de rapports en vertu de tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Cambodge est partie et prie le bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Cambodge de continuer à fournir son aide à cet égard;

## **VII. MINES TERRESTRES ET ARMES LÉGÈRES**

27. *Se déclare vivement préoccupée* par les effets dévastateurs et déstabilisants des mines terrestres antipersonnel sur la société cambodgienne, encourage le Gouvernement cambodgien à continuer de mener des activités de déminage et des programmes d'aide aux victimes et de sensibilisation au problème des mines, et d'appuyer les activités entreprises dans ce sens, et félicite les pays donateurs et autres acteurs de la communauté internationale de leur aide et de leurs contributions en faveur du déminage;

28. *Se déclare préoccupée* par le fait qu'un grand nombre d'armes légères sont détenues par les civils et note avec satisfaction les efforts déployés par le Gouvernement cambodgien, en coopération avec la communauté internationale, pour lutter contre leur dissémination et réduire leur nombre au sein de la société, et encourage le Gouvernement à participer aux initiatives régionales et aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour restreindre la dissémination d'armes légères illicites;

## VIII. CONCLUSION

29. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-huitième session, un rapport sur l'aide que le Haut-Commissariat apporte au Gouvernement et au peuple cambodgiens pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et sur les recommandations faites par le Représentant spécial au sujet des questions relevant de son mandat;

30. *Décide* de poursuivre, à sa cinquante-huitième session, l'examen de la situation des droits de l'homme au Cambodge, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Services consultatifs et coopération technique dans le domaine des droits de l'homme".

*79<sup>e</sup> séance  
25 avril 2001*

[Adoptée sans vote. Voir chap. XIX.]

-----